



# Tango facho

## Syndicalisme

Chroniques des luttes

page 4

## International

Nouvelles de la Turquie révoltée

page 10

## Fascisme

Renouveau de l'extrême droite

page 12

## Cinéma

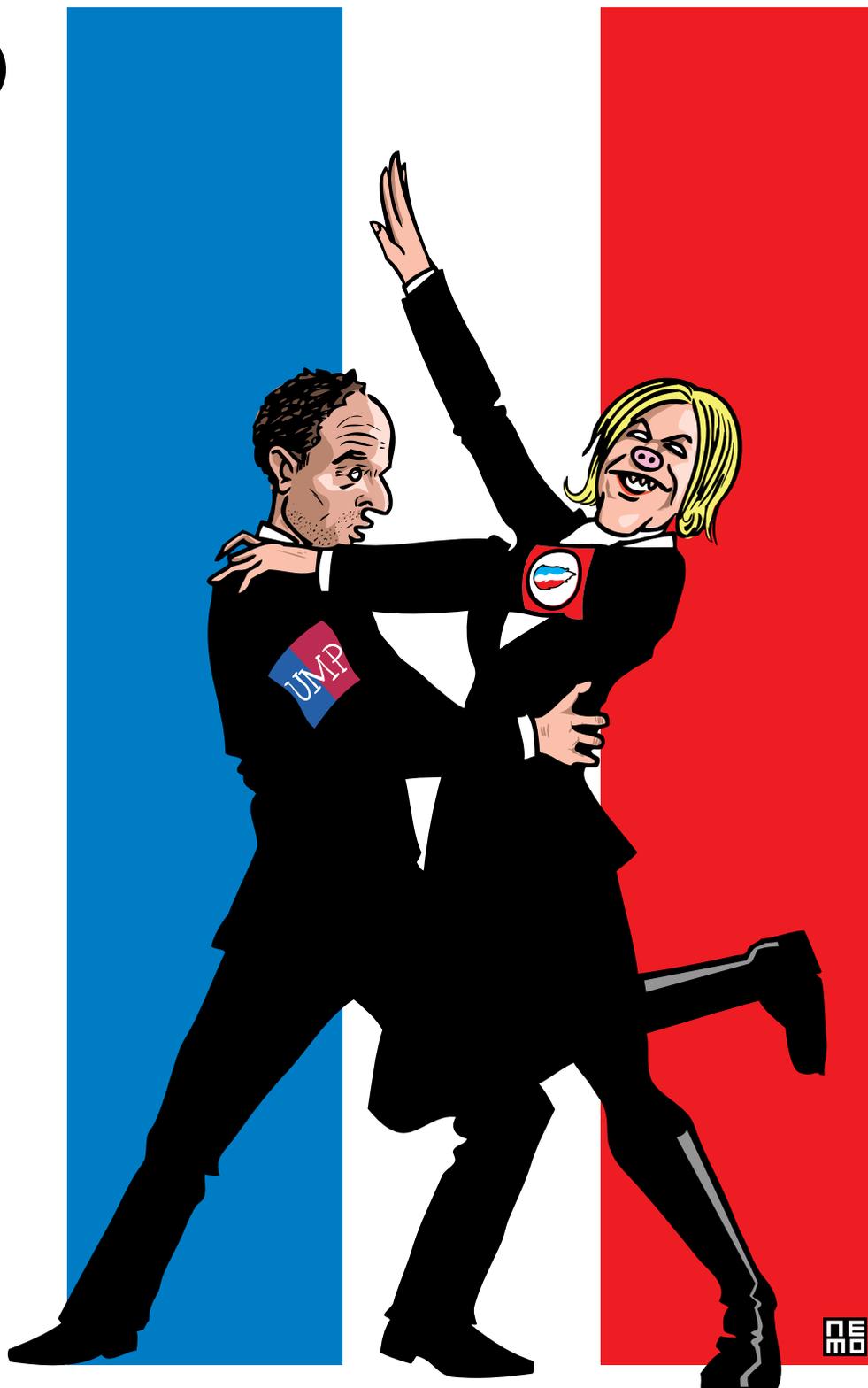
Grand Central vise juste

page 17

## Lecture

Itinéraires d'un anarchiste espagnol

page 20



Une fois de plus, nous avons pu constater quelles sont les priorités de nos grands médias. Après la mort de Clément Méric, la manifestation du 23 juin contre le fascisme n'a pas eue l'heur d'intéresser nos journalistes de choc : comptes rendus inexistantes ou minimalistes dans la presse nationale. À peine une dizaine de lignes dans *Le Monde* (journal de tous les pouvoirs) et pas plus dans *Libération* (quotidien avant-gardiste auto-proclamé). Et ne parlons pas de la TV : rien ou quarante secondes pour montrer, non pas les manifestants, mais quelques agités occupés à briser consciencieusement et méthodiquement tout ce qui ressemblait à une vitrine de banque ou un panneau publicitaire. Non, la grande presse a d'autres priorités : commenter le résultat de l'élection de Villeneuve-sur-Lot avec le score élevé du Front national ; en oubliant de rappeler que ses idées sont celles des groupuscules néonazis qui officient à côté du FN (mais pas trop loin quand même). Mais quid des conflits en cours ? PSA Aulnay, SNCF, Goodyear, Arcelor-Mittal, SNCM, Vortex, Air France, Université Paris XIII... Billevesées que tout cela, vous aurez du mal à avoir des détails sur l'évolution de ces luttes. Par contre, vous aurez droit quotidiennement aux explications de texte de François Hollande nous martelant que, oui, la courbe du chômage va s'inverser avant la fin de l'année. Faisons-lui confiance au moins sur ce point : la manipulation des chiffres et les tours de passe-passe style emplois d'avenir, voilà un domaine où les socialistes savent faire aussi bien que la droite. Mais rien n'y fait, le pays est malade et ce bon docteur Hollande ne nous prescrit que des saignées. Continuerons-nous à nous laisser sucer le sang par ces vampires, ou leur planterons-nous un pieu en plein cœur pour en finir définitivement avec eux ?

## Actualité

- La SNCF en voie de démantèlement**, par Voie libre, page 3  
**Nouvelles des fronts sociaux**, par Hugues, page 4  
**Clément tué deux fois**, par M. Sparagano, page 5  
**Météo syndicale**, par J.-P. Germain, page 6  
**Le projet Sous-surveillance. net**, par Arnaud, page 7  
**La Chronique néphrétique** de Rodkol, page 8  
**L'ordre moral version ZéroMacho**, par Marine, page 9

## International

- Où en est la révolte turque ?**, par la Fédération anarchiste, page 10

## Arguments

- L'extrême droite sur le devant de la scène**, par R. Dufour, page 12

## Histoire

- Adresse aux peuple nord-africains**, par M. Fayolle, page 15

## À voir

- Grand Central ou l'addition du nucléaire**, par Mato-Topé, page 17

## À lire

- Itinéraires antifranquistes**, par F. Mintz, page 19  
**Penser l'utopie dans l'action**, par T. Bernard, page 20

## Le mouvement

- CR de la manif antifa du 23 juin**, par P. Schindler, page 21

## Illustrations

**Aurelio, FYD, Kalem, Krokaga, Nemo, Valère**

### Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n<sup>os</sup> hebdomadaires, 1 n<sup>o</sup> hors série, les gratuits  25 €  
6 mois, 18 n<sup>os</sup> hebdomadaires, 2/3 n<sup>os</sup> hors série, les gratuits  50 €  
1 an, 35 n<sup>os</sup> hebdomadaires, 5/6 n<sup>os</sup> hors série, les gratuits  75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### France et étranger

### Bulletin d'abonnement

#### Abonnement de soutien

1 an  95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

SNCF

# Le rail sur une mauvaise pente

**LE 13 JUIN DERNIER**, plus de 47 % des cheminots étaient en grève contre le projet de réforme ferroviaire annoncé par le patronat et le gouvernement. Guillaume Pepy, le président de la SNCF nommé en 2008 par Sarkozy et renouvelé en février dernier par Hollande, continue avec zèle sa mission de démantèlement du service public ferroviaire.

S'appuyant sur les rapports Bianco et Auxiette dévoilés il y a quelques semaines, patrons et gouvernants se sont fixé trois objectifs : éclater l'entreprise publique SNCF ; imposer la concurrence et la privatisation du transport de voyageurs ; attaquer les conditions de travail des travailleurs du rail.

La création, en 1997, de Réseau ferré de France, qui récupérait la gestion des voies ainsi que la dette afférente tandis que la SNCF se concentrait sur l'exploitation, a abouti sans surprise à un échec : la dette, bien au contraire, n'a pas été résorbée tandis que les conflits d'intérêts et l'explosion des coûts des péages menaçaient le système ferroviaire dans son ensemble.

Au lieu de revenir sur cette séparation absurde et rétablir une seule entreprise publique intégrée, le projet annoncé éclaterait la SNCF en trois entreprises distinctes au lieu de les réunifier. Cette nouvelle usine à gaz inventée pour préparer « l'ouverture à la concurrence » transformerait la SNCF en simple entreprise de transport, les 50 000 cheminots de l'infra (s'occupant de la circulation et de la maintenance du réseau) rejoindraient un gestionnaire de l'infrastructure unifiée, tandis qu'un troisième établissement public intitulé Pôle public ferroviaire serait en charge du pilotage, du financement et du management des deux premiers !

Le rapport Auxiette concerne la régionalisation du transport de voyageurs et s'inscrit dans l'ouverture à la concurrence du marché voyageurs programmée pour 2019. Les régions procéderont alors par appels d'offre auxquels pourront concourir la SNCF, Kéolis, Veolia ou la Deutsche Bahn ! Le vainqueur devra alors récupérer les personnels de son concurrent : un agent SNCF devrait, s'il veut conserver son emploi, rejoindre la société ayant remporté le marché et accepter de travailler sous les conditions de cette entreprise. Les régions décideront seules des conditions sociales, de l'organisation du travail mettant le service public à la merci des

alternances politiques et des calculs électoraux, sans aucune coordination ou collaboration entre elles. Mettant fin à la péréquation tarifaire, les inégalités entre régions se creuseront au détriment des usagers et des travailleurs du rail.

Le dernier volet de la réforme porte sur la mise en place d'un « cadre social harmonisé » commun aux 154 000 cheminots et 4 000 salariés des entreprises privées dans le cadre d'une ouverture à la concurrence « libre et non faussée ». Cette future réglementation, motivée par les seuls gains de productivité, vise à imposer un véritable dumping social aux cheminots comme en témoignent les préconisations du patronat de passer le nombre de journées de repos dans une fourchette annuelle allant de 104 à 116 contre 114 à 132 aujourd'hui à la SNCF, le nombre de repos doubles à 25 contre 52 aujourd'hui, le nombre de dimanches non travaillés dans l'année à 14 au lieu de 22...

Il n'y a pas d'avenir pour le service public ferroviaire dans une société soumise aux diktats du patronat, des États et de la finance (la dette de l'infrastructure ferroviaire atteint 32 milliards d'euros et augmente de 1,5 milliard par année, étranglant la rénovation et le développement du réseau).

Les anarchistes luttent pour une société tournée vers la satisfaction des besoins et non des profits. La réappropriation et la gestion directe, par les usagers et les travailleurs du rail du service public ferroviaire est un premier pas vers la révolution sociale et le communisme libertaire.

Pour cela, il faudra briser la logique des grèves de vingt-quatre heures décidées et contrôlées par les bureaucraties syndicales.

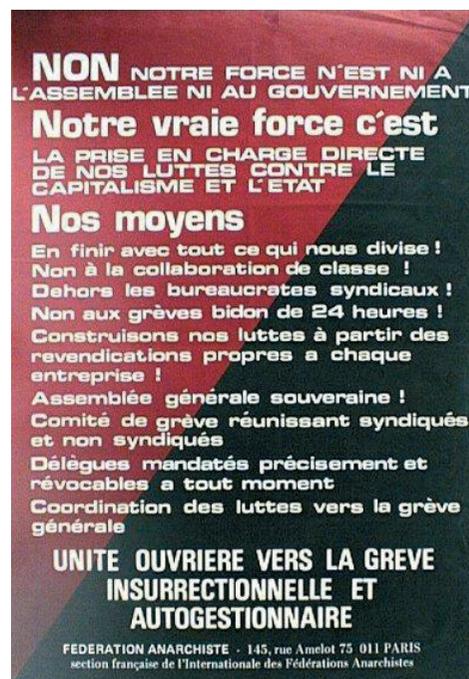
Pour cela, il faudra mettre un terme à la dispersion des luttes et fédérer l'ensemble des mouvements des salariés, des précaires, des chômeurs et de la jeunesse.

Pour cela, il faudra porter des revendications de rupture et développer des pratiques d'action et d'organisation en rupture avec les logiques autoritaires des politiciens et des bureaucrates de tout poil.

Les prochains mois seront d'une importance décisive. Ici comme partout dans le monde, les anarchistes seront là.

**Voie libre**

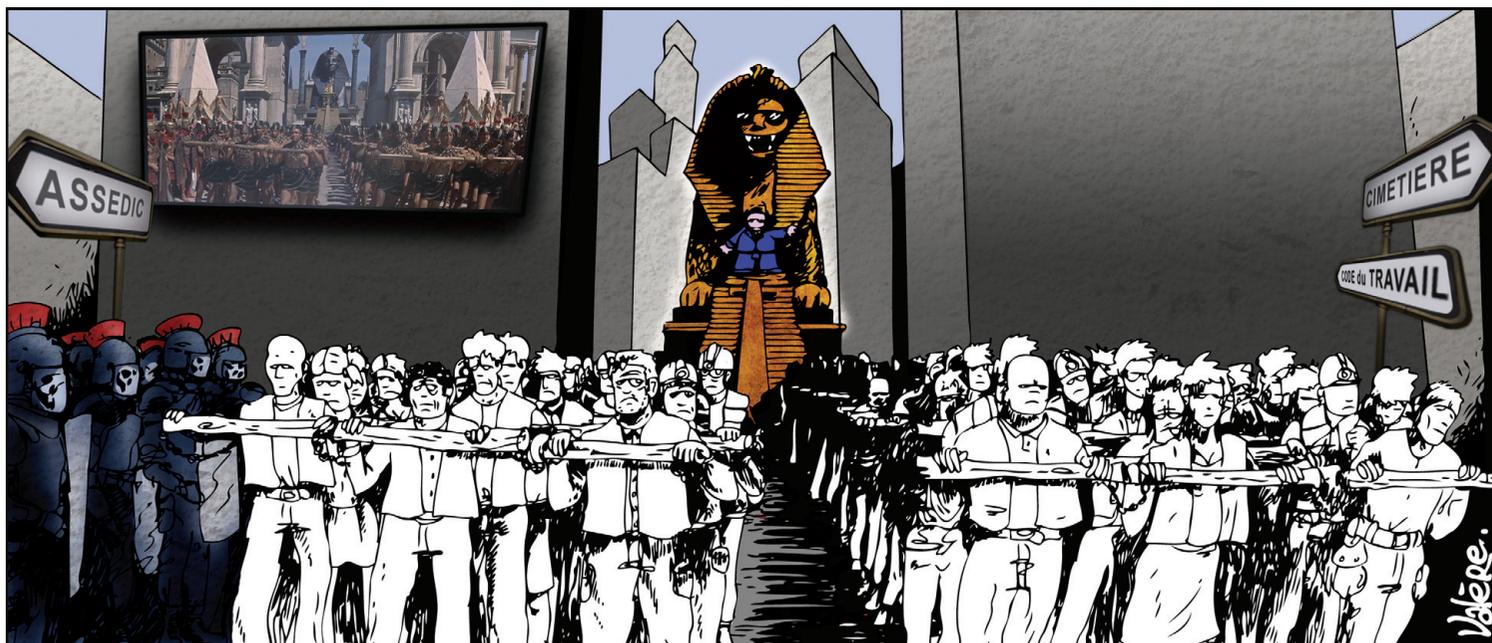
*Liaison des cheminots de la Fédération anarchiste  
(voie-libre@federation-anarchiste.org)*



# Nouvelles des fronts

« L'ennemi est inscrit dans la forme même de ses armes. »

Augustin Garcia Calvo



**APRÈS LA REPRISE** à PSA Aulnay et une sortie de lutte honorable pour les enrégés, PSA annonce la vente de son site de Meudon (92), qui menace 660 emplois prétendument transférés. Cynisme absolu de grandes familles et du patronat qui s'appêtent à mettre à la tête du Medef un héritier, un dénommé Gattaz dont le père régna sur l'organisation il y a quelques décennies. Le fils du père se propose d'ailleurs de mettre au pilon le Code du travail. Trop tard, c'est déjà fait ! Dans l'entre-deux, le rapport Moreau et la retraite à nouveau menacée. Âge de départ repoussé, CSG augmentée, régimes spéciaux et pensions des fonctionnaires dans la ligne de mire... Fonctionnaires profiteurs, voilà le message : sous prétexte d'égalité, plutôt que de tirer vers le haut le droit au départ dans de bonnes conditions pour tous, le choix est de rapprocher les moins mal lotis des conditions moins favorables du plus grand nombre. Une conception du socialisme à faire pâlir Jean Jaurès. La droite en rêvait, la « gauche » va le faire !

Retraite à taux plein inaccessible, baisse des pensions... Après le travailleur pauvre, le vieux pauvre est de retour... et les chômeurs se multiplient. Pas moins de 240 ouvriers passés à l'abattoir chez Spanghero à

Castelnaudary, 400 chez Marine Harvest en Bretagne, 900 chez Virgin, 240 au Coop d'Alsace, ancien fleuron des coopératives de consommation. Et encore 1 200 emplois chez IBM France sur 9 700 liquéfiés, 1 500 chez Veolia soit 10 % de l'effectif hexagonal. Menace pour les administratifs chez Darty, l'hallali à Presstalis où 1 000 nouveaux départs sont annoncés, la fin des illusions à Joué-lès-Tours où Michelin, le saint patron, va dégager 700 prolos de toute obligation filiale, tout comme chez Goodyear à Amiens où 1 173 prolos se sont vu interdire de mettre en place une scop pour sauver l'emploi. Enfin, 600 postes à nouveau dans le collimateur à la Fnac, 520 foutus à la baille d'ici 2015 à la Saur, SNCM, 500 marins par-dessus bord, Habitat, plan antisocial annoncé. Montebourg chope des sueurs froides, vocifère, éructe, ferraille, puis opine du chef... et se plie au réalisme de bon ton. Ouf ! l'honneur est sauf. De bonnes nouvelles parfois, 24 000 emplois de tueurs potentiels supprimés à la Défense nationale... Comme quoi, il y a de bons « licenciements ».

Quelques timides mouvements sociaux, débrayage dans le RER B en Île-de-France, grève des aiguilleurs du ciel et des cheminots contre les nouveaux statuts que d'au-

cuns souhaitent imposer, grève des personnels de la tour Eiffel pour les salaires. Mais, surtout, puissante grève générale en Nouvelle-Calédonie. Douze jours de lutte et baisse de 10 % sur certains produits et gel des prix pour les autres. On s'y met quand ?

Ailleurs, ça ferme aussi. En Belgique, Saint-Gobain supprime 263 emplois à Auvelais, le Néerlandais ING (assurances) en liquide 2 400 aux Pays-Bas et en Belgique encore. Black-out sur la radiotélévision grecque avec, à la clé, 2 600 chômeurs sur les ondes.

Après les 1 200 morts dans une usine textile au Bangladesh, les assassinats légaux se poursuivent : 119 morts dans un abattoir en Chine, augmentation de 26 % des suicides en Grèce... Ici, les dossiers du surendettement ont explosé, plus 7,5 %, le chômage bat des records depuis plusieurs mois. En Europe, 6 millions de jeunes au chômage, 55 % en Espagne, 60 % en Grèce, 38 % en Italie. En bref, comme ils disent, c'est la fin de la crise et on voit poindre la sortie du tunnel. Encore une promesse qui ne concerne que ceux qui y croient...

Hugues

Fédération anarchiste (Paris)

# Coup de poignard sur un cadavre



**LA VIOLENCE PHYSIQUE** d'une bande de nazillons a tué un jeune homme. L'éloge consternant de Bernard Maris dans les colonnes de *Charlie Hebdo* l'a tué une deuxième fois. Il y a des louanges qui donnent tout son sens à l'expression «Gardez-moi de mes amis, je me charge de mes ennemis». De quoi s'agit-il? Le début de l'article paru le 12 juin commence par faire un portrait de Clément: «un petit gars», «mention très bien au bac», «un petit sciences-po»; profil sympa, quoi! Mais cette «bonne bouille» (on s'en fout! Pas le problème! Hors sujet!) «croit à ce que l'on croit à 18 ans». Et là, la fine analyse du sexagénaire revenu depuis bien longtemps de ses enthousiasmes adolescents renvoie l'engagement de Clément Méric à un positionnement juvénile et ses combats pour «la générosité, la liberté, la justice» à une éruption acnéique! D'abord, affirmer qu'il y a contradiction entre souligner le niveau intellectuel rare de ce jeune homme et le caractère générationnel de son engagement. Ensuite, rappeler qu'il ne suffit pas d'avoir 18 ans pour être généreux, sinon il n'y aurait plus d'antifas, puisqu'il n'y aurait plus de jeunes fascistes. Alors, les idées de Clément, une crise d'adolescent? «Rassurez-vous, ça passe», déclare Bernard Maris (qui se faisait appeler «Oncle

Bernard» avant de devenir membre désigné du conseil général de la Banque de France). C'est tellement énorme qu'on se pince. On n'y croit pas. C'est de l'ironie. D'ailleurs, le titre de l'article n'est-il pas ironique («Cette jeunesse irresponsable»)? Et puis, non. Tout compte fait, non!

La suite de l'article ne laisse plus de doute. «Clément était de ces petits gars libertaires qu'on a tous connus et tous un peu été.» Voilà, Bernard Marris a été «Oncle Bernard» et, même avant, un peu «libertaire». Et après? Eh bien après, c'est passé! Du coup, Clément n'a pas vécu assez longtemps pour que ça lui passe! Cela me rappelle l'académicien Jean Dutourd qui se plaisait sur les plateaux de télé à se définir comme un «anarcho-gaulliste». Cet oxymore politique m'a toujours consterné. De même, Daniel Cohn-Bendit se définissant comme un «libéral libertaire». Qu'est-ce donc que cette chimère politique? Ni plus ni moins qu'un homme mûr devenu libéral et se souvenant avec nostalgie qu'il a été libertaire autrefois.

La vieillesse est un naufrage, dit-on, et l'on a tort, car le naufrage de la pensée n'a pas d'âge. Clément ne pensait pas plus ce qu'il pensait parce qu'il avait 18 ans, que Bernard Marris ne pense ce qu'il pense parce qu'il

commence à avoir des varices! On pense ce que l'on pense parce que l'on y a réfléchi, sinon, ce n'est pas de la pensée, mais de l'opinion facile. Il faudrait savoir: Clément était intelligent et politiquement structuré ou pas? Guy Môquet avait 17 ans lorsque les nazis l'ont tué. Est-ce parce qu'il avait 17 ans qu'il croyait en la justice et qu'il en est mort? Ne pas oublier qu'il y avait des Lacombe Lucien du même âge! Le respect d'un engagement (finalement funeste, mais aussi bien vivant) c'est, comme l'écrivait le philosophe Marcel Conche, ne pas donner un sens à une situation à la place de celui qui la vit.

Certes, cet éloge a été publié dans la rubrique «Apéro» de *Charlie Hebdo*, mais tu as le vin condescendant, Oncle Bernard! Proudhon n'est pas plus un philosophe pour adolescent généreux à «bonne bouille» que Camus, n'en déplaise à Sartre, n'était «qu'un philosophe pour classes de terminale». Oncle Bernard: une idée ne se mesure pas à l'aune des poils au menton de celui qui la pense. Ton journal est bien placé pour savoir qu'il y a des barbus qui pensent peu...

Michel Sparagano

## Brèves de combat

### No Pasaran : urgence

Dimanche 23 juin, cinq membres du groupe d'extrême droite Troisième Voie ont agressé deux hommes qui quittaient un festival rock libertaire dans les rues d'Agen dont un maghrébin, visé pour ses origines.

### Intégristes et homophobes au menu !

Pour commencer, en entrée: des peines d'amendes fermes de 200 à 2 000 € ont été prononcées à l'encontre de 32 catholiques intégristes ayant perturbé, en octobre 2011, le déroulement au Théâtre de la Ville, à Paris, d'une pièce de Romeo Castellucci. En plat principal: 500 personnes se sont rassemblées à Paris en soutien à l'opposant au mariage pour tous, condamné à deux mois de prison ferme pour rébellion. Enfin, en dessert: un élu du FN a été condamné par le tribunal correctionnel d'Auxerre (Yonne) à six mois de prison avec sursis et à deux ans d'inéligibilité pour violences à l'encontre de partisans du mariage gay. Rappel des faits: le 16 février sur le parvis de l'hôtel de ville, quelques dizaines de manifestants s'étaient rassemblés pour soutenir le projet de loi ouvrant le mariage aux homosexuels. Une altercation avait alors éclaté entre eux et le conseiller municipal FN, faisant trois blessés. Selon les témoins, ce dernier a tenu ces propos: « Les pédés au bûcher », et: « Je ne veux pas de pédés ici, vous devez tous crever. »

# Météo syndicale

«**LE SYNDICALISME**, a proclamé le congrès d'Amiens en 1906, se suffit à lui-même.» Cette parole, je le sais, n'a pas toujours été bien comprise, même des anarchistes; que signifie-t-elle cependant sinon que la classe ouvrière, devenue enfin majeure, entend enfin ne plus laisser à personne le soin de sa propre émancipation. Quel anarchiste pourrait trouver à redire à ce projet que défendait le jeune Pierre Monatte au congrès international anarchiste d'Amsterdam (séance du 28 août 1907 au soir)? Il s'attira une réponse du vétéran de l'Internationale, Malatesta, qui lui répliqua que l'anarchie était le but suprême (sa réponse étant toutefois plus nuancée que divers écrits anarchistes de l'époque, hostiles au syndicalisme).

Au début du siècle dernier, la notion de retraite n'existait pas. Lorsque les pouvoirs publics l'ont instituée, elle fut fraîchement reçue par le monde syndical. La retraite était surnommée en ce temps-là la « prime à la mort », l'âge de son obtention correspondant à l'espérance de vie d'un ouvrier. Aujourd'hui, au niveau européen, le monde du travail français est montré du doigt et vu comme étant grognon, indiscipliné et profiteur... Sous prétexte que le monde d'aujourd'hui n'est plus celui d'hier, et que l'espérance de vie a augmenté, il faudrait passer à la moulinette les acquis sociaux et se plier à la loi des marchés qui, elle aussi, évolue sans cesse. À la dernière conférence sociale, on nous a refait le coup de « tout le monde est dans le même bateau ». Les conquêtes du mouvement ouvrier devraient faire place à une modernité pleine d'avenir.



La ministre des Affaires sociales a souligné la semaine dernière les « points de consensus lors de la conférence sociale notamment sur la retraite », mais, selon elle, « il faut travailler à présent en vue de propositions du gouvernement à la rentrée ».

Tout est géré à la sauce bruxelloise, sous influence yankee; par exemple, la filière porcine française. Celle-ci périclité, concurrencée par les abattoirs allemands qui pratiquent des bas salaires et surexploitant des travailleurs d'Europe de l'Est, voire de Grèce ou d'Espagne! Selon le secrétaire du syndicat allemand de l'industrie alimentaire NGG de la région de l'Oldenbourg, les conditions de travail « s'apparentent à une forme d'esclavage moderne ».

Des salaires compris entre un et dix euros de l'heure, des travailleurs tous logés dans des préfabriqués... Tout ça provoque, de plus, des dégâts sociaux dans les pays limitrophes. Le gouvernement français la ferme. Les différents ministères du Travail en Europe ont du pain sur la planche, mais quand des profits énormes sont en jeu... le droit du travail doit se taire.

Pour ce qui est des résultats des conférences sociales, ça doit servir de vaccin en vue des vacances? À la rentrée, on verra si c'est du lard ou du cochon!

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Segui de la Fédération anarchiste

## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



# Sous-surveillance.net

## Cartographie des caméras

**LES ACTIONS** contre la vidéosurveillance s'étaient un peu essouffées ces dernières années, alors même que de plus en plus de petites villes s'équipent ou renforcent leur parc. Mais l'année 2012-2013 a vu émerger une tentative de relancer la contestation de ces dispositifs: le projet Sous-surveillance.net. Retour sur sa gestation et ses propositions.

Septembre 2011: le maire de Lyon sabre le champagne pour les dix ans de la vidéosurveillance à Lyon, en compagnie de quelques journalistes complaisants, dans le centre de supervision tenu secret. En 2001, lors de l'installation des premières caméras, Collomb avait pourtant essuyé un feu nourri d'oppositions. Une décennie plus tard, plus aucune voix ne se fait entendre contre le déploiement et le renforcement de la surveillance à distance. Pire: les médias locaux clament que tout le monde est désormais d'accord et que le dispositif est utile. Le collectif de Rebellyon, un site d'infos alternatives lyonnais, lance alors un appel pour la mise en place d'une cartographie participative des caméras de l'agglomération, histoire de remettre un peu de piquant dans l'affaire et de montrer que, localement, de nombreuses personnes sont encore opposées. Accessoirement, ça permettra de se déplacer dans la ville sans être vu de Big Brother.

En juillet 2012, grâce à l'aide de quelques complices, le site lyonnais est lancé, augmenté d'une revue de presse régulièrement mise à jour sur le sujet. Il permet à n'importe qui de signaler facilement l'emplacement d'une caméra, son orientation, sa photo, et qui en est l'opérateur (les caméras privées sont, pour la première fois, également repérées).

Le résultat est suffisamment enthousiasmant pour que l'envie naisse de le proposer à d'autres villes. En effet, au lieu de centraliser le signalement des caméras sur un seul et même site, le but du projet est de vérifier l'emplacement réel des caméras signalées par les personnes qui s'inscrivent sur le site, mais aussi de soutenir la mise en place de collectifs locaux sur la question ou de renforcer ceux qui existent déjà. Car c'est au niveau local que se décide l'implantation des caméras, même si une lutte au niveau national est importante. Et si l'opposition à la vidéosurveillance est difficile dans les grandes agglomérations, elle est tout à fait possible dans les villes de taille plus modestes.

Comme l'installation est aussi complexe que le signalement des caméras est facile, une architecture permettant de déployer facilement d'autres sites locaux est mise en place (à la manière d'une plateforme de blogs). Et suite à quelques articles ici et là, des personnes d'au-

tres villes rejoignent l'initiative. Rapidement, Paris, Nice, Clermont-Ferrand, Angers ou encore le Luxembourg créent un site local. Le projet Sous-surveillance est né.

Fin juin 2013, 26 sites locaux existent, aussi bien dans des grandes agglomérations que des villes comme Feurs (Loire) ou Val-d'Isère (Savoie). Ils référencent plusieurs milliers de caméras, quasiment 10 % de celles officiellement recensées sur la voie publique en France, ainsi que des dizaines d'articles servant de ressources. Un wiki dédié à la documentation technique de la vidéosurveillance et ses promoteurs (industriels ou lobbys) est aussi en place, tandis qu'une revue de presse nationale est proposée sur un site commun, en attendant des revues de presse en différentes langues. Des villes d'autres pays sont en effet intéressées: Berlin, où a eu lieu une importante campagne cette année sur le sujet (Cam-Over), mais aussi Seattle aux États-Unis, testent par exemple le site. Enfin, du matériel de propagande est mutualisé, autocollants, affiches, flyers, illustrations et argumentaires, déclinables dans chaque ville. Chaque collectif est ainsi autonome, mais peut enrichir, de manière fédérative, le projet.

Sous-surveillance est par ailleurs une initiative originale de développement d'un site entre plusieurs villes, avec des outils permettant à des développeurs éloignés d'améliorer ensemble le site. Une expérimentation qui pourrait peut-être profiter à d'autres projets au niveau national! Une réflexion est ainsi entamée au sein du collectif Rebellyon pour permettre à des villes de se doter de sites d'information locaux facilement, avec une base voire une plateforme commune et un partage des expériences. Sur Toulouse vient ainsi de se lancer le site *laata.info* (Informations anti-autoritaires de Toulouse et alentours). D'autres sites sont prévus pour la rentrée sur Tours, Reims et Paris.

L'année écoulée a en tout cas montré que le sujet avait toute sa pertinence: la vidéo-surveillance «intelligente», qui rajoute une couche de traitement automatique et en temps réel des images récoltées par les caméras, fait son apparition dans plusieurs villes. Des journalistes technolâtres succombent au travail de marketing du plus gros fabricant de drones «ludiques» (Parrot) et font l'éloge de ces robots aériens dotés de caméras, laissant présager leur



irruption prochaine au-dessus de nos manifestations. Soyons sûrs qu'ils seront rejoints par ceux de la police à court ou moyen terme. Enfin, dans un domaine proche, les révélations de l'ancien espion américain Snowden sur la surveillance généralisée des communications numériques montrent que la volonté de contrôle social des gouvernements et des multinationales est de plus en plus importante.

Plus que jamais, au niveau local comme global, une opposition forte et déterminée face à ces projets est à construire. Sous-surveillance est un outil modeste à disposition de tous les collectifs, constitués ou non, qui souhaiteraient l'utiliser pour mobiliser sur la vidéo-surveillance, dans un premier temps, et peut-être d'autres dans un second. Il est très facile de rejoindre le projet Sous-surveillance et de monter un site local: il est seulement demandé d'être opposé à la vidéo-surveillance (il a été nécessaire de le préciser!) et d'être plusieurs localement, pour pouvoir vérifier les caméras signalées et organiser dans la mesure du possible au moins un événement par an sur le sujet (manifestation, projection, débat...), et de partager les documents produits pour permettre à d'autres villes de les reprendre si elles le souhaitent.

Rejoignez-nous, et renforçons ensemble la lutte contre la surveillance!

**Arnaud**

Membre de Rebellyon  
et du collectif lyonnais *lyon.sous-surveillance.net*

<http://www.sous-surveillance.net> est le site commun aux différents sites locaux. Pour tout contact: [contact@sous-surveillance.net](mailto:contact@sous-surveillance.net)

## Ça va s'arrêter quand ?

L'exposition «Les Couples imaginaires» a été vandalisée à Paris. Ces photos montrant des couples homosexuels fictifs mettant en scène plusieurs personnalités. Olivier Ciappa, photographe à l'origine du projet, se dit «blessé», mais plus que jamais déterminé à lutter contre l'homophobie.

## Salle de shoot

La deuxième réunion de concertation sur la salle de consommation à moindre risque à Paris a laissé perplexe beaucoup des acteurs concernés. Les réactions affectives personnelles se sont enchaînées, rendant difficile tout essai de se comprendre et de comprendre, selon les participants. Les clichés habituels ont émergé : «Cela va inciter à l'usage de drogues et les dealers vont s'installer à proximité.» Les réponses des protagonistes de ce lieu n'ont pas été souhaitées et leurs explications mêmes pas écoutées. On ne peut pas dire que les Français sont dans le dialogue ouvert, ces temps-ci !

## Tout va très bien Madame la Marquise !

Un incendie s'est déclaré à la centrale du Bugey (Ain), mais la préfecture s'est voulue rassurante en indiquant que le secteur nucléaire n'était pas touché. Rajoutant : «Le feu s'est déclenché sur l'alternateur de la salle des machines, incident qui ne nécessite pas pour l'instant le déclenchement du Plan particulier d'intervention.» On se sent rassurés !



# Chronique néphrétique

## La science n'est pas une politique exacte

«L'IMPORTANCE d'éviter les amalgames entre sciences et idéologies est fondamentale parce que ne pas le faire, c'est ne pas valoir mieux que le démagogue, le sophiste ou l'individu lambda qui avale sans rechigner ce que les deux premiers lui envoient de force dans le gosier. La science n'est pas «parcourue d'idéologies», qu'elles soient réactionnaires, dominatrices ou autres, pas plus qu'il n'y a d'idéologies scientifiques.» Loïc Magrou, dans *Le Monde libertaire* n° 1711.

Je suis bien d'accord sur le fait que les idéologies puissent utiliser des faits scientifiques, des morceaux de théories, des faits isolés pour justifier n'importe quoi. Aucun camp n'échappe à ce travers et des générations d'opposants au système, moi compris, ont pu tenir des propos fort bien argumentés «scientifiquement», «historiquement prouvés». La recherche, les études de terrain, les progrès dans l'analyse et le temps ont parfois fait le tri entre le réel et le fantasmé. De là à dire que la science n'est pas parcourue d'idéologies et que l'on peut éviter les amalgames entre sciences et idéologies... L'histoire des sciences n'est que cela ! Ce qui n'a pas empêché les sciences de progresser.

D'aucuns me reprochaient doctement, tantôt, de ne pas dissocier écologie (scientifique) et écologie politique (écologisme, si ça vous fait plaisir). Ce qui m'importe, c'est d'utiliser tous les travaux scientifiques qui existent pour démontrer ce qui, dans le fonctionnement économique, politique, écologique, de nos sociétés est à révolutionner. J'aimerais bien que quelqu'un me prouve que la profusion de travaux scientifiques sur l'écologie de ces dernières décennies n'est pas directement liée à une prise de conscience «idéologique». Il y a du vrai et du faux ? Oui. Certains sont orientés. Il y a des arnaques ? Oui. Les politiciens écolos ne remettent pas en cause le capitalisme et peuvent être (consciemment ou non) sa bouée de secours. Mais ce qui m'importe c'est comment leur travail (celui des écologistes, dans les deux sens du terme) sert la dénonciation de sociétés d'exploitation, de pollution, de gaspillage des ressources, de misère... Les profiteurs du capitalisme vert tireront-ils leur épingle du jeu face aux catastrophes annoncées ? À nous de les empêcher, sans faire de l'écologie politique et de ses militants, fatalement, mécaniquement, de nouveaux «traîtres sociaux-démocrates».

Il y eut des zoologues croyants, des géologues chrétiens, des abbés préhistoriens. Fallait-il les vilipender, contester toute crédibilité à leurs travaux ? Ils œuvraient, de fait, contre leur camp affiché, l'Église et ses

dogmes, «la Terre a six mille ans» et autres inepties... La lutte entre foi et raison, c'était peut-être difficile à vivre, il leur fallait assumer un paquet de contradictions, mais ils ont fait avancer la science contre l'Église. Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Église dominante tenta de christianiser la science, mais, au XX<sup>e</sup> siècle, ce sont les croyants qui furent «scientisés». Il n'y a pas que les opposants purs et durs au système qui travaillent à sa chute. Bien heureusement !

J'ai consacré plusieurs chroniques aux retraites, d'après les travaux du réseau Salariat. Sous couvert d'une argumentation «mathématique, imparable», dans laquelle tous les paramètres ne sont pas pris en compte, on établit un dogme : il y a un problème des retraites. Le débat est faussé d'emblée si l'on accepte ce dogme, que peu de gens se donnent la peine d'aller vérifier. Toute la discussion entre «partenaires sociaux» n'est plus que la recherche de solutions à un faux problème. Sous couvert économique-scientifique, c'est de la propagande. De l'idéologie.

En conséquence directe, et pour terminer cette série de chroniques, je vous fais part d'un principe qui m'est apparu soudainement ces derniers jours, un principe fondamental, tellement simple que je me foudrais des baffes de ne pas y avoir pensé plus tôt : il faut diviser l'ennemi. Rien de bien neuf sous le soleil, c'est ce que l'ennemi fait avec nous tous les jours depuis des siècles. Alors pourquoi n'en tirons-nous pas la leçon pour lutter contre lui ? Le manœuvrer, le manipuler, le faire travailler à répandre nos idées. La propagande est un miroir. Ceux qui s'en servent pour s'y mirer sont dans le mirage, à flatter leur narcissisme. La propagande est un miroir dans lequel les autres doivent se voir, et notre gros problème, c'est qu'ils ne se voient pas dans la nôtre ! Notre propagande devrait refléter leurs aspirations, leurs désirs et les contradictions à les vivre dans ce système. Elle n'est souvent que proclamation adolescente de notre amour de nous. Pas un texte, pas un article, pas un visuel ou une chanson ne devrait être créé, dans un esprit militant, sans avoir en tête qu'il s'agit de détacher de l'idéologie dominante, de l'adhésion au système, des individus, des groupes, des masses. Pas de nous faire plaisir. Empathie, pédagogie, bon sens ou finesse d'esprit. Ce ne serait peut-être plus de la propagande, mais cela serait autrement plus efficace.

Rodkol

rodkol@netcourrier.com

# Je suis une **putain** de féministe

**LES RUMEURS** de quelque incident à la Foire à l'autogestion entre le Strass (Syndicat du travail sexuel) et des membres ZéroMacho ont pu parvenir aux oreilles de certains et certaines. Méconnaissant ces derniers, j'ai donc consulté leur site Internet et j'ai alors découvert leur communiqué *La violence jusqu'où?*, daté du 13 juin à ce sujet. Et, après cette lecture, je me dois de leur décerner le prix du n'importe quoi rhétorique : « *Alors qu'un jeune homme vient d'être tué à Paris pour ses idées, quelles conclusions tirer de ce nouvel incident violent?* » demandent-ils dans ce texte.

Puisque l'on nous enjoint à tirer des conclusions, constatons d'abord que l'emphase de cette interrogative est proprement irrespectueuse. Instrumentaliser la récente mort de notre camarade Clément pour servir une argumentation, où ils se présenteraient comme les victimes d'un prétendu ordre fasciste de « *soutiens de la prostitution* », est irrévérencieux autant qu'absurde. En matière de récupération politicarde, ils ne sont pas les premiers, malheureusement. Mais revenons au fond de leur discours : à lire leur manifeste, nulle part n'est fait mention d'un lien, direct ou non, avec l'autogestion, sauf à considérer que la masturbation en fasse partie. Leurs projets politiques s'appuient sur des revendications qui s'en remettent aux « *pouvoirs publics* » afin de lutter contre « *le système prostituteur* ». C'est très insuffisant comme réponse politique, mais des légalistes, on en a vu d'autres. Enfin, leur discours se clôt par cette interrogation : « *Quelle Europe allons-nous construire?* » Ils se reconnaissent dans une Europe, en tant qu'internationaliste cela me laisse coite, mais il y a mieux. Ce regroupement politique semble se présenter comme constitué d'hommes, très divers, unis par une fierté : ne pas être « *client* » (certains ont d'ailleurs fait acte de *repentance* et ne le sont plus). Ces nobles cœurs défendent ainsi les victimes de la traite, mais surtout les malheureuses égarées dans cette mauvaise vie afin de les sauver d'elles-mêmes. Des féministes, on vous dit ! Qui parlent vaillamment à la place des personnes concernées, parce que, eux, ils ont compris ce qu'il fallait faire pour une société débarrassée de la prostitution. L'État, l'Europe, la loi vont tout faire pour que les dominations cessent. Et en particulier la prostitution où, c'est bien connu, les abus et policiers, bras armé du capital, sont si rares... Il suffit de faire des petites actions abolitionnistes, et ceux qui osent la masturbation verront alors un soleil glorieux s'élever à l'horizon !

Les anarchistes s'accordent communément sur la nécessité de lutter contre toutes les formes de domination et font des sans-voix



« Ne parle pas à ma place, je sais ce que je veux. »

leurs compagnes et compagnons de lutte. N'ayant pas la vocation d'être une avant-garde éclairée, nous sommes opposés à l'idée de représenter celles et ceux qui luttent contre l'injustice sociale. Nous ne volons pas leur parole, nous soutenons leurs voix, ne pourchassant pas celles-ci dans un but électoraliste. Nous souhaitons voir le développement de structures auto-organisées, autogérées, permettant une solidarité de classe dans les luttes contre l'oppression. Et pour les soutenir, nous devons d'abord nous défaire de nos *a priori*, ne pas projeter sur l'autre nos propres conceptions sur une situation que l'on ne vit pas. Or, toutes ces personnes qui vivent du travail sexuel sont sans cesse renvoyées à cette image d'éternelles paumées, toujours victimes, jamais que des putes. Mais ces êtres humains, même victimes de la traite, doit-on les enfermer dans des cases, les stigmatiser ? Personne ne se définit uniquement par son travail, personne n'a vocation à être dépossédé de tout, même de sa capacité d'assumer un choix de vie. Lorsque l'on veut faire disparaître légalement la prostitution alors que les causes de son existence ne sont pas changées, c'est parce que cela dérange. Les prostitués des deux sexes dérangeant, on voudrait qu'ils n'existent pas. Comme pour faire disparaître la prostitution il faudrait que l'oppression patriarcale et salariale disparaisse également, certains préféreraient s'appuyer sur des lois, arguant que ces lois ne font pas plus de victimes. C'est ainsi qu'on laisse au ban des luttes, celles et ceux qui sont déjà criminalisés par la société. En oubliant qu'une personne stigmatisée est toujours moins écoutée, on perd de vue notre éthique. En voulant faire passer en force des

lois répressives, faisant de la prostitution la proie d'une précarité et d'un isolement médical et social accru, on sacrifie sur l'autel du principe des générations de prostituées. Les incidences concrètes de l'action des abolitionnistes sont d'une gravité néfaste, il n'y a qu'à voir les soutiens de Médecins du monde pour s'en persuader, à contre-courant des hygiénistes, moralistes, « *maternalistes* » et autres gens de principes.

Au début des luttes contre l'ordre moral, les féministes clamaient « *Toutes prostituées!* » et marchaient main dans la main avec celles-ci, qu'elles aient choisi ce travail ou non. Aujourd'hui, c'est la double peine : dès qu'elles s'organisent pour plus de droits et de reconnaissance, qu'elles soient chinoises à Belleville, escort girl (ou boy), on leur tourne le dos, pire on les traite comme si ils et elles étaient une affreuse erreur dans l'histoire du féminisme, des ennemis, avec pour projet, de construire un empire prostituteur, une espèce de super-proxénète. Alors, certes, les syndicats sociaux-traitres existent, on l'a vu avec l'accord inique ANI, mais un syndicat autogéré construit par les concernés peut difficilement être taxé de maquereau. Quelle idée saugrenue de s'allier entre exploités pour gagner des luttes, améliorer ses conditions de travail, et donc de vie, pour, finalement, avoir davantage le choix de sa condition ! Aussi, ne nous trompons pas d'ennemis et, pour le dire avec Emma Goldman : « *Le problème, ce n'est pas la prostitution, mais la société elle-même, ce système injuste porté par la propriété privée.* »

**Marine**

*Marx Brothers and Sisters  
Fédération anarchiste Montreuil*

Turquie

# Le bras de fer de l'État contre le peuple se poursuit



**Relations internationales**  
**de la Fédération anarchiste**

## L'arrogance et la violence d'État font bon ménage

L'arrogance du gouvernement AKP – et du Premier ministre, Erdogan, en particulier – est une insulte à toute personne du peuple turc, ayant voté pour lui ou non et encore plus pour celles que ça n'amuserait plus de voter. La stratégie systématique de défi et d'incitation à la guerre civile à peine voilée lors des meetings, samedi 15 et dimanche 16 juin (en gros : « Je vais lâcher les 50 % de mes électeurs sur les voyous des places »), n'aura pas eu raison des mobilisations se poursuivant sous des formes qui évoluent. Le recours à la violence policière extrême est une preuve de l'incapacité du leader d'un parti, comme de n'importe lequel d'ailleurs, de répondre aux aspirations d'émancipation de chaque individu. Peu importe s'il faut, pour rester au pouvoir, bafouer la dignité d'un peuple et les droits humains fondamentaux.

La dernière grande démonstration de guerre contre les contestataires date de la nuit du 15 au 16 juin. La foule paisible massée dans le parc Gezi, comprenant aussi des

femmes, des enfants et des personnes âgées, a été attaquée jusque dans les moindres recoins comme les maisons, hôpitaux ou infirmeries de fortune où les manifestants et blessés ont trouvé refuge. Gaz lacrymogènes, balles de caoutchouc, canons à eau ont été utilisés. L'eau des canons contenait une substance chimique non identifiée de nature acide. De nombreuses personnes souffrent de rougeurs, de démangeaisons, d'allergies et de lésions ouvertes de la peau. La composition exacte de l'eau toxique reste certainement protégée sous couvert de brevet militaro-industriel.

Le peuple continue de manifester, de se confronter à la police et a parfois recours à de la légitime défense (quelques pavés) face à des brutalités policières qui sont parfois carrément meurtrières. La police turque refuse de reconnaître qu'elle détient des manifestants. Plus d'une centaine de révoltés auraient été arrêtés dans la nuit du 15 juin dans le quartier de la place Taksim, où se concentraient les manifestations, ainsi que dans les quartiers voisins de Mecidiyekoy et

Harbiye. Pendant près de trois semaines à Istanbul, des manifestants auraient été frappés par des policiers pendant leur arrestation et leur transfert en garde à vue, et privés de nourriture, d'eau et de toilettes jusqu'à douze heures d'affilée<sup>1</sup>. Ankara et Izmir ne sont pas en reste et les mobilisations sont quotidiennes sous la forme de manifestations chaque soir. Il n'est pas rare de voir des contestataires immobiles sur les places d'Istanbul ou d'ailleurs, debouts et prêts à faire face.

« «Entre le 27 mai et le 24 juin, au moins quatre citoyens ont été tués et 7 681 personnes ont été blessées dont 4 478 à Istanbul et 1 539 à Ankara », a déclaré le président de l'IHD (association des droits de l'homme), Öztürk Türkdoğan, lors d'une conférence de presse, tenue lundi au siège de l'association dans la capitale de la Turquie. Le président de l'association a dénoncé la libération « inacceptable » d'un policier qui a tiré sur les manifestants, tuant Ethem Sarisülük, touché à la tête par balle réelle le 1<sup>er</sup> juin et décédé douze jours plus tard. [...] Le rapport souligne que la police a lancé plus de 150 000 bombes lacrymogènes durant la même période. « La date de péremp-

tion de certaines grenades lacrymogènes avait expiré», indique le rapport. [...] Le rapport compte en outre 2 841 arrestations dont 918 à Istanbul, 973 à Ankara et 485 à Izmir. Parmi ces gens arrêtés, 66 restent toujours en garde à vue, tandis que 70 manifestants ont été envoyés en prison.<sup>2</sup> »

Par ailleurs, il ne faudrait surtout pas que les médias puissent faire correctement leur travail lorsqu'ils le souhaitent. Quand il ne s'agit pas de mises en scène orchestrées et mensongères, les chiens obéissent au maître et mordent. « Le site Internet turc Bianet a révélé que, dans la matinée du 18 juin, la police avait mené des interventions dans les bureaux de la radio Ozgur, de l'agence de presse Etkin et du journal Atilim, et qu'elle avait arrêté plusieurs personnes. Reporters sans frontières et le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) ont recensé environ 20 cas de violences contre des journalistes ces dernières semaines, particulièrement à côté du parc Gezi et de la place Taksim.<sup>3</sup> »

### Résistance et perspectives

« Lundi (17 juin), grève et manif appelées par plusieurs syndicats de gauche, essentiellement dans la fonction publique. La grève est peu suivie, les syndicats décident de dissoudre les cortèges, guère massifs, dès lors qu'ils sont bloqués par les flics. Les syndicats ont clairement peu mobilisé, ce mouvement ne colle guère avec leur agenda politique. Ils ne sont pas enclins au rapport de force avec le gouvernement, et n'y sont pas forcés par leur base. [...] Mardi matin (18 juin), raffe au sein des organisations d'extrême gauche, qualifiées de terroristes par le pouvoir, qui dit vouloir condamner des gens à la prison à vie. Le chef des ultras de Çarshi est également arrêté.<sup>4</sup> »

L'éventail des forces en présence allant des nationalistes aux anarchistes n'offre pas encore de perspectives claires sur la poursuite du mouvement. Mais, sur les places stambouliotes, des assemblées générales commencent à se tenir chaque soir afin de discuter et de s'organiser de manière plus décentralisée. Si cela se maintient, cela pourrait faire un peu penser à la stratégie du 15 M en Espagne avec les assemblées de quartier. La répression fait tout pour diviser les différentes tendances et cibler les plus radicaux sur fond de discours récupérateur de sensibilité écologique. Les médias ont beaucoup focalisé sur Istanbul et la place Taksim, mais les manifestations continuent à Ankara (en date du 28 juin).

Les fractures politiques sont nombreuses et complexes<sup>5</sup>.

– Kémalistes contre islamistes : guerre pour le pouvoir entre partis politiques sur fond de fracture entre ancienne et nouvelle bourgeoisie.

– Démocrates libéraux et libertaires contre conservateurs : en particulier les jeunes opposés au conservatisme nationaliste kémaliste.

– Nationalistes turcs contre kurdes : hostilité contre les revendications d'une autonomie politique kurde.

Les syndicats réclament un juste partage des fruits de la croissance. La corruption et le clientélisme sont clairement dénoncés. Enfin



viennent des débuts de mobilisations des laissés-pour-compte du néolibéralisme, frappés par l'accroissement des inégalités et une certaine précarité, en particulier pour les jeunes. La jeunesse originaire des quartiers défavorisés, victime du chômage et privée de ses droits, s'est généralement tenue à l'écart des manifestations pour le moment. Il est fort probable que les plus précaires ne s'y retrouvent pas au moment de faire les comptes. Le mouvement n'a pas encore pu offrir une alternative en trois semaines de mobilisations. La démission immédiate d'Erdogan a peu de chance de voir le jour à brève échéance.

« Les jeunes qui manifestent au parc Gezi et les mouvements de solidarité qui les accompagnent au sein des bastions laïcs de la Turquie proviennent certes de différents milieux opposés à Erdogan. Cependant, ce sont les jeunes issus des classes essentiellement aisées et laïques, ceux qu'on appelle les « Turcs blancs » qui en sont la force motrice. En ce sens, ces manifestations représentent une des dernières convulsions des anciennes élites laïques, qui ont lutté et perdu avec amertume la bataille contre une classe en plein essor, celle des Anatoliens nouvellement enrichis, qui soutient l'AKP d'Erdogan.<sup>6</sup> »

Un gouvernement et des gouvernants incompetents, une police brutale (bras armé de l'État), des médias malhonnêtes et une justice inique... rien de très étonnant. Parfois, des leaders tombent, mais les gouvernements et les partis politiques restent et perpétuent le terrorisme d'État. C'est bien la mise en place d'une société basée sur une gestion directe par les gens eux-mêmes à laquelle il faudrait travailler. Qui a parlé de fédéralisme libertaire ?

« L'avenir dépend aussi de la capacité des progressistes turcs, de cette « société civile » vivante et énergique de faire émerger un nouveau pôle alternatif démocratique et social, de nouvelles organisations qui sortent des cadres anciens, et se démarquent des nostalgiques vieux nationalismes et laïcismes autoritaires, qui puissent [...] proposer localement un autre monde possible. Cela n'est pas facile, et pas seulement à cause de la police et des juges... Mais quelque chose a commencé dans le parc de la promenade.<sup>7</sup> »

**R. I. F. A.**

1. « Qu'est-il advenu des manifestants d'Istanbul arrêtés par la police ? » :

<http://www.amnesty.fr/AI-en-action/Violences/Armes-et-conflits-armes/Actualites/Turquie-qu-est-il-advenu-des-manifestants-d-Istanbul-arretes-par-la-police-8830>

2. « Bilan de Gezi Park : 5 morts, 7 681 blessés, 2 841 » arrestations :

<http://www.actukurde.fr/haberayrinti.php?id=499>

3. « Le pouvoir met la pression sur les journalistes qui couvrent les manifestations » :

<http://balkans.courriers.info/article22792.html>

4. « Istanbul : le mouvement est faible, la répression est forte » (18 juin) :

<http://dndf.org/?p=12574>

5. « De Kemal à Occupy Taksim, plongée dans l'histoire pour comprendre les raisons d'un soulèvement » :

<http://www.bastamag.net/article3153.html>

6. « Quand la bourgeoisie se révolte contre le peuple... » :

<http://balkans.courriers.info/article22714.html>

7. « De Kemal à Occupy Taksim, plongée dans l'histoire pour comprendre les raisons d'un soulèvement » :

<http://www.bastamag.net/article3153.html>

# Faire barrage à l'extrême droite



## Régis Duffour

**Aujourd'hui Ayoub** n'est pas différent de Price et Rainey. Son assurance il la tient de ce qu'une grande partie de la France lui ressemble. Il ne la tient pas seulement de gens ordinaires, mais aussi du pouvoir. Il n'y a jamais eu de seuil de tolérance à l'imposture, toute objection en est une autre. C'est pourquoi, bien que répugnant à l'ampliation à propos d'un homme, qui de toute évidence, exerce son mépris sur chacun, la régularité maniaque de son entreprise «à nier ce qui est et à expliquer ce qui n'est pas» réclamait des réponses fermes et proportionnelles à la répugnance qu'inspire, aux uns, le personnage, ou à la rhétorique de falsification des raisonnements à laquelle les autres sont poreux.

Les règles de la communication l'autorisent à tous les sophismes et figures récurrentes du règne médiatique et publicitaire, le visage de la duplicité est diffusé sur les écrans avec une égale complaisance. Les médias c'est précisément le règne du sophisme et de toutes les tromperies de l'image. Ces médias qui n'ont cessé d'alimenter la guerre sociale entre les opprimés.

L'extrême droite prétend être victime des médias alors qu'elle y est largement diffusée. Cette ambiguïté que cultive l'extrême droite, elle le fait avec le concours des médiatiques. Si l'extrême droite prétend se situer hors du système, elle en est, en fait, à une autre latitude.

Par exemple, pour le seul mois de janvier de l'année 2007, voir sur le site du FN, l'agenda des seuls Marine et Jean-Marie Le Pen. En 2007 les chaînes d'informations qui diffusent en continu des débats politiques auxquels elles invitent régulièrement des personnalités, n'étaient pas si nombreuses qu'aujourd'hui.

Le 8 janvier : Marine Le Pen sera l'invitée sur France 2 de l'émission «Mots Croisés». Le 9 janvier : Jean-Marie Le Pen sera l'invité de France Info. Le 10 janvier : Jean-Marie Le Pen est l'invité de France Bleu. Le 12 janvier : Marine Le Pen sera l'invitée de l'émission «Sur un air de campagne». Le 13 janvier : l'émission «Chez F.O.G.» prévue sur France 5 et TV5 Monde avec pour invité Jean-Marie Le Pen est reportée à une date ultérieure. Le 15 janvier : Jean-Marie Le Pen est l'invité de Radio Courtoisie. Le 18 janvier : Jean-Marie Le

Pen est l'invité de France Culture. Le 20 janvier : Jean-Marie Le Pen est l'invité de l'émission «La voix est libre» sur France 3 Paris-Île-de-France-Centre. Le 24 janvier : sur France 24, Jean-Marie Le Pen est l'invité de Roselyne Feuvre.

### La responsabilité des acteurs politiques

Si le FN se trouve bien au cœur du système, il obtient également l'assentiment de toute la classe politique puisque depuis une vingtaine d'années, les politiques d'extrême droite ont été largement relayées par l'UMP et le PS. L'omnipotence des politiques sécuritaires et les expulsions figurent au centre de l'idéologie de tous les partis au détriment des avancées sociales. L'extrême droite a gagné en même temps qu'une légitimité, le combat sur le terrain politique.

Cette assurance et cette arrogance viennent de là. La responsabilité des crimes, y compris celui de Clément Méric, est partagée entre tous les acteurs du pouvoir politique : «Chacun des partenaires connaissant bien l'autre, ils trichent et s'en accusent à grandes triches actionnelles. Mais ils espèrent encore tricher en commun [...] pour maintenir l'essentiel du capitalisme s'ils n'arrivent pas à en sauver les détails» (Guy Debord).

Preuves de l'implication du FN : le Club de l'Horloge comprend une centaine de membres. La majorité issus de Polytechnique et de l'ENA, cadres et hauts fonctionnaires. Ce club est un pont influent entre l'extrême droite et la droite libérale. La plupart des membres sont encartés au FN. Dans une longue lettre adressée, le 4 avril 2002, à son président Henry de Lesquen, lettre signée par Jacques Chirac, on peut lire en introduction : «Vous avez bien voulu me faire part de votre inquiétude face au fléau de l'insécurité qui menace notre pacte social ainsi que de votre souhait de voir réformer la loi présomption d'innocence par une droite unie aux prochaines élections présidentielles et législatives.» S'en suivent des explications précises sur les orientations sécuritaires du pays pour les années à venir. Le Club de l'Horloge est influent, le FN a toujours été porteur d'inflexions sécuritaires, les gouvernements et les médias ont abondé dans ce sens. Les victimes de la police sont aussi celles du FN. Ce système sécuritaire de surveillance pourtant décrié par Alain Soral, au moment où il soutenait la candidature FN, est un bloc qui comprend toutes les tendances de la démocratie parlementaire.

### L'extrême droite et le FN impliqués

Avec maîtrise on aura ignoré l'influence du FN et du Club de l'Horloge dans le gouvernement du pays, et tout de suite après on en aura oublié ses conséquences. À savoir que l'insécurité sociale, matérielle et morale qui précède l'insécurité physique a été propagée par toutes les tendances politiques qui réclamaient une politique sécuritaire. Mais il est vrai, ils ont obtenu une politique sécuritaire raciste.

Le FN a été le grand promoteur du spectacle de «La France aux français». Les gouverne-

ments lui ont emboîté le pas. Pour la seule année 2006, 23 000 expulsions et reconduites à la frontière ont été exécutées. Les années suivantes ça n'a fait que croître.

Comment un parti (le FN) qui fait son fonds de commerce d'une insécurité directement corrélée à la misère pourrait-il prétendre être hors du système ? Il en vit. C'est la source principale de ses profits. Le FN n'envisage pas de supprimer la misère, mais peut-être bien les miséreux. Pour preuve Alain Soral, évoquant «la France sérieuse», parle des ouvriers et des salariés. Il n'avait aucun mot pour les obligés du système. Cette omission n'en est pas une. C'est sciemment, au cœur de la stratégie du FN, que perdue la chaîne des profits qu'on tire directement d'une misère à laquelle attribuer tous les maux. Mais aussi du PS et de l'UMP car de tout bord qu'on se situe on engrange des bénéfices sur la misère et la sécurité. Quand on n'en tire pas le plus directement avantage par le chantage à l'ordre, la gestion de plusieurs services carcéraux échue entre les mains d'entreprises privées, il est de premier intérêt pour ces puissantes sociétés et ceux qu'elles financent, de manière si peu occulte, de ménager leur profit.

### À la remorque du pouvoir, les incidences quotidiennes

Aucun procès n'établira jamais l'incidence de quelques événements, de toute apparence mineurs, antérieurement survenus. Incidents à l'examen desquels la responsabilité d'un crime est partagée entre celui qui porte le coup fatal et ceux qui, par leurs propos et leurs actes, ont concouru à décupler ou à révéler la rage meurtrière de leur auteur. Il y a l'implication directe des acteurs du pouvoir, c'est-à-dire de ceux qui peuvent agir favorablement en faveur de la justice sociale et qui contribuent pourtant à la guerre sociale : en propageant terreur, obscénité et confusion médiatiques, crétinisation, culte de l'argent et disparités sociales sans cesse accrues.

Il y a la soumission des sujets à l'idéologie régnante qui en fait de mauvais hommes dans une société mauvaise. Quelle incidence aurait pu avoir, sur la détermination folle du meurtrier, dans les jours qui ont précédé le crime, des obstacles de la bureaucratie, une entourage commerciale, la trahison d'un ami motivée par la cupidité ? Le matin du drame, un homme aux abois, peut-être tiraillé par des problèmes d'argent, qui se heurte à une administration sourde, à une note d'électricité dont le montant exorbitant ne semble pas se justifier, un commerçant mal intentionné qui vole, un copain qui triche pour une poignée d'euros.

Dans *L'Automne allemand*, Stig Dagerman évoque la personnalité d'un inculpé dans un des procès de dénazification qui ont cours après-guerre. Un inculpé dont les exactions dans les camps n'étaient initialement pas motivées par la haine raciale mais par l'ambition ordinaire d'un homme ordinaire. Avant-

guerre, cet homme était un socialiste pur jus, un homme de gauche qui nourrissait le rêve de devenir instituteur. C'est pour accéder à son rêve qu'il rejoint le Parti national-socialiste. Le meurtrier de Clément Méric était lui probablement mû par la haine raciale et politique. Mais les professionnels de cette société qui ont pu, les jours précédents, décupler et révéler sa rage meurtrière et qui étaient fonctionnaires, employés d'une entreprise commerciale ou cadres qui l'ont précipité dans les arcanes des obstacles bureaucratiques et du vol permanent, qui étaient-ils ? Des employés assez ambitieux pour renvoyer de service en services, comme une balle, un homme que des radars, des factures, des découverts, une pension inquiétaient ?

Si j'ai pu, pour ma part, dans les jours qui précédaient le crime, tenir des propos méprisants, sur des réseaux sociaux, à l'égard d'internautes anonymes qui exprimaient ouvertement leur haine raciale, alors je pourrais avoir entraîné un de ces fascistes à commettre un acte violent.

### Les compromissions et les omissions des intellectuels

Dans les périodes anté-spectaculaires, le rôle de l'intellectuel était de prendre assez de hauteur pour jeter sur un événement obscur la lumière d'une vérité indiscutable au regard de la logique, des évidences et du bon sens.

Aujourd'hui, on peine à comprendre le sens de l'intervention d'Erwan Lecœur, spécialiste médiatique du FN : «Le lepénisme est une façon de parler commune à l'UMP.» Cette approche philologique ne résiste pourtant pas à l'examen des faits. À moins que les médias, où Erwan Lecœur se produit quelquefois, mentent de façon éhontée, j'ai le vague souvenir d'avoir entendu que les expulsions se poursuivent sous la gauche et que la chasse aux Roms n'avait pas faibli. Ce que confirment les mails de RESF que je reçois régulièrement. Lorsque le philologue Victor Klemperer a conçu son *LTI*<sup>1</sup>, il n'a pourtant pas séparé l'étude de la langue du III<sup>e</sup> Reich des faits. Tout au contraire. Je ne suis pas équilibré, je comprends mal. S'il y a une recette d'acrobaties intellectuelles qu'en son temps Debord appelait «sophisme», nous sommes tout disposés à la connaître, si elle ne porte pas pour nom arrivisme, lâcheté, compromissions.

«Cette paresse du spectateur est aussi celle de n'importe quel cadre intellectuel, du spécialiste vite formé, qui essaiera dans tous les cas de cacher les étroites limites de ses connaissances par la répétition dogmatique de quelque argument d'autorité illogique.» Il n'y a eu aucun mot sur cette entreprise de crétinisation nationale et planétaire qui favorisent l'émergence du «petit homme» et la constitution de la «carapace caractéristique» autrefois pointés par Wilhelm Reich, à la veille des années ensanglantées du nazisme, avant que Reich, réfugié aux États-Unis, soit incarcéré sur ordre de la Food and Drug Administration, cette institution qui travaille pour les intérêts de Monsanto et Coca-Cola. Il

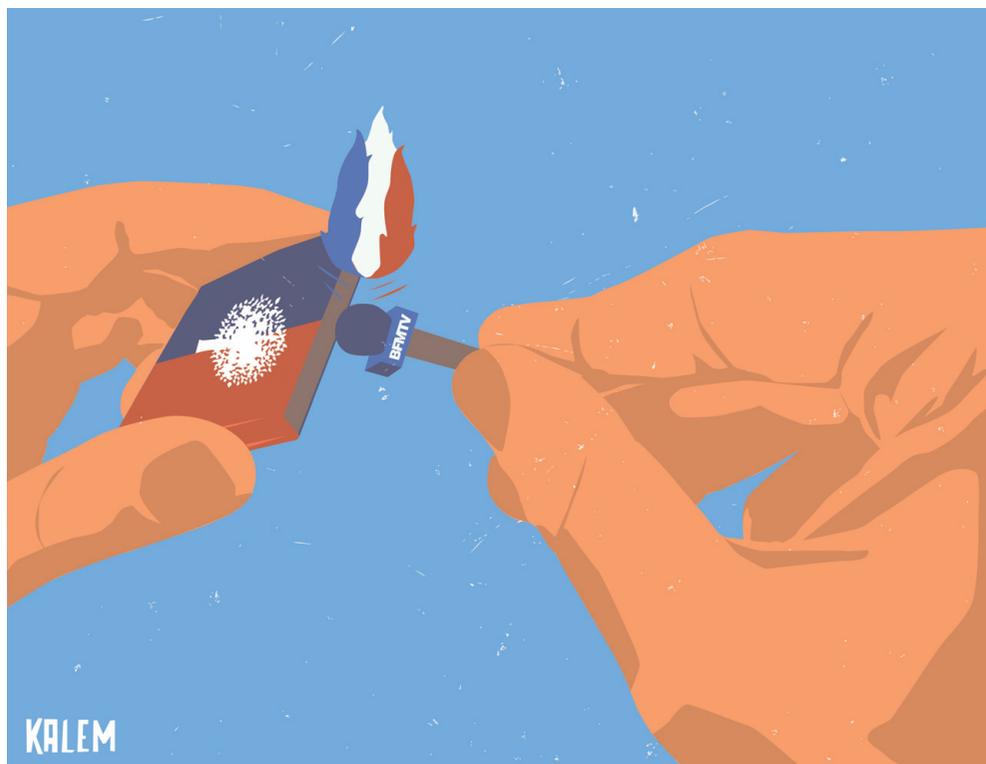
meurt en prison en 1957. Les spécialistes ont dû admettre, non sans dépit, que sa mort n'était pas naturelle.

Le fascisme et l'extrême droite sont une des options du capitalisme. Option à la surveillance de laquelle il travaille au moment jugé opportun.

Dans *Planète malade*, Guy Debord rappelle qu'en mai 1968 le taux des suicides était pratiquement tombé à zéro. En Grèce aujourd'hui il progresse de façon alarmante.

Pour le meurtre de Clément Méric rien ne vient instruire un procès national sur l'implication de l'ensemble du personnel politique, médiatique et affairiste. Aucune colonne, aucun éditorial, aucun commentaire télévisé. Le dévoiement des intellectuels arrive fort opportunément confirmer le verrouillage presque total de l'édition. «*La force c'est l'ignorance*» c'est un slogan de 1984 qui préfigure les sophismes et les faux-semblants qui constituent, maintenant presque totalement, le fonds de commerce des intellectuels stipendiés médiatisés. On peut affirmer, sans crainte de se fourvoyer, qu'ils vivent bien ces gens, qui n'embarrassent leur conscience d'aucune vérité... Car pour le reste, Stig Dagerman avait une formule très juste pour désigner les indignations et les hypocrisies du pouvoir et des médias après de telles tragédies, ce simulacre relève, aurait-il dit, de «*la dictature du chagrin*».

Lorsque le ministre des affaires prétendument sociales, Marisol Touraine, comme avec le précédent gouvernement UMP, avance que l'espérance de vie ayant augmentée, il est normal que l'âge de la retraite intervienne plus tard, la terreur tient tout entière dans l'existence paisible de telles explications. Ce qui est omis est ce qui compte véritablement et en l'occurrence ce que la ministre a volontairement occulté : que l'espérance de vie s'est généralement accrue parce que la mortalité infantile a baissé, qu'un ouvrier a une espérance de vie de dix ans inférieure à un cadre. Si la conséquence logique de ces données incontestables, que le pouvoir sort ou occulte selon son intérêt du moment, est imparable, c'est qu'il y a dans la bouche de la ministre autant de cadavres que peut en contenir une guerre sociale et un mépris souverain de la classe dominante. Car l'imparable conséquence d'une telle mesure sera de précipiter la mort prématurée d'un nombre inquantifiable d'ouvriers et de pauvres avant qu'ils aient atteint l'âge de la retraite. Ce déni, ces omissions, ce mépris appartiennent à des personnalités parfaitement conscientes de leurs mensonges et ce qui peut généralement motiver un homme à mentir sciemment, dans de telles circonstances, c'est qu'il accorde plus de prix à ses privilèges déjà grands qu'à la vie de plusieurs millions de sujets qu'il opprime. Pour en arriver là, à un point terrifiant de mépris de la vie, il faut être construit sur la base d'une haine de classe profonde. C'est cette haine qui constitue les soubassements psychologiques de l'homme de pouvoir, mais



elle est si bien disciplinée par une effarante batterie de faux-fuyants spectaculaires, institutionnels, financiers, économiques qui constituent autant de justifications illogiques en regard d'une morale simple, cohérente et bienveillante, qu'on dira d'un tel homme qu'il est raisonnable, qu'il agit dans l'intérêt général quand il est un criminel. La langue du pouvoir est comprise dans l'arsenal de cette haine disciplinée. Elle est parlée par l'ensemble des médiatiques, des affairistes, des acteurs du pouvoir.

Mais pour nous rien ne différencie, dans le cas présent, un ministre du meurtrier de Clément Méric. Et encore nous trouverions, éventuellement, à ce dernier, les circonstances atténuantes, qu'en pareil cas, on trouve à un demeuré qui appartient à une classe opprimée et qui, à ce titre, souffre d'une haine qui se trompe de cible. Nous n'en trouverions aucune pour un ministre qui n'agit sous l'emprise d'aucune folle impulsion mais qui au contraire fait valoir les efforts de toute une vie à l'anéantissement de millions d'autres vies.

Dans la volumineuse biographie qu'il consacre à Orwell, l'hagiographe Bernard Crick note que Richard Blair (le père d'Orwell) a pris sa retraite à 55 ans, en 1930. Il ajoute qu'alors, en Angleterre, les salaires étaient de 100 livres pour les ouvriers et les employés, 280 pour les patrons, 300 livres pour les professions libérales les mieux payées.

#### Alors quels progrès ?

Une retraite à 65 ans, à 67 ans et quel rapport entre les revenus d'un allocataire RSA, le titulaire d'un de ces nombreux contrats précaires, un salarié payé au SMIC avec l'incroyable manne qui tombe mensuellement dans les mains du footballeur Franck Ribéry

(850 000 euros ! Un footballeur !). Sans parler des traders, des grands patrons.

Si la société du père d'Orwell s'appelait démocratie, à quel détail superflu tiendrait le maintien du mot démocratie pour la société d'aujourd'hui ? Au fait que les sujets payent pour être mesquinement et constamment surveillés sur internet et sur un téléphone portable ? Si vous considérez que mener des combats minimalistes, dans le sillage de syndicats liés à l'État, nous vaut une retraite à 67 ans et des disparités extraordinaires, que c'est une victoire, soit. Si vous considérez maintenant qu'un refus tranché et révolutionnaire a mené à une parenthèse enchantée, qu'elle a débordé sur plus de bienfaits tout au long des années soixante-dix, et qu'alors on vivait certainement mieux, vous serez obligé d'admettre que la posture révolutionnaire est plus efficace que le suivisme bêta d'aujourd'hui.

Pour ceux qui objecteraient avec fatalisme qu'il n'y a rien à faire, Toulouse-la-rose rappelle : «*Après la libération du pays, les FTP ont accepté de déposer les armes « pour mieux » soutenir les négociations avec un patronat qui avait été collaborationniste à 90 % et qui, trop heureux sans doute d'échapper à l'épuration qu'il méritait, se fit une joie de nous offrir la sécurité sociale et la retraite. (Revenant sur ces cocasses événements, un de ces négociateurs, Kriegel-Valrimont en l'occurrence, expliquera en 2007 à l'animateur culturel Frédéric Bonnaud, dans son émission d'alors Charivari, qu'à la Libération, la situation économique de la France était vingt fois pire que celle d'aujourd'hui, et que cela n'avait pas empêché le patronat de « tout » lâcher, ce qui amusait encore passablement le vieil homme).*»

R. D.

1. Viktor Klemperer, *Lingua Tertii Imperii* : Notizbuch eines Philologen (Langue du Troisième Reich : carnet d'un philologue), 1947. (Ndlr.)



# Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »  
Inconnu

## De Tunis à Casablanca : les fruits de la colère

**Maurice Fayolle**

Le Monde libertaire n°1 à 3 (1954)

**DE TOUT TEMPS**, les rivages ensoleillés de l'Afrique du Nord susciteront les convoitises. Sur ces terres baignées d'or, d'azur et de pourpre, les hordes des successifs conquérants déferlèrent, traînant dans leur sillage les calamités habituelles des invasions.

Après les Romains, les Vandales, les Arabes et les Turcs, les Anglais, les Espagnols et les Français s'y taillèrent des empires coloniaux. Mais ce qui était hier ne peut plus être aujourd'hui : l'Histoire a sonné, définitivement, le glas des conquêtes coloniales – au moins dans les formes brutales de l'occupation militaire. Inconscients, fous ou criminels sont ceux qui se refusent à s'incliner devant l'évidence.

L'Afrique du Nord a rejoint les peuples asservis dans l'universelle lutte que mènent ceux-ci pour accéder à leur indépendance nationale. Déjà, l'Égypte et la Libye ont secoué le joug.

La Tunisie et le Maroc s'insurgent. À son tour l'Algérie, cette «partie intégrante du territoire français» (dixit Mendès France), connaît les heures fiévreuses de l'insurrection.

### Que faut-il penser de ces événements ?

Nous laisserons aux honorables farfelus qui s'entassent sur les travées du palais Bourbon la naïveté de s'étonner de cette explosion trop prévisible de «terrorisme», de verser des larmes sur «l'ingratitude» des populations algériennes et de déclamer les habituelles homélies sur la «mission civilisatrice de la France». Car il y aura toujours de ces «indécrottables imbéciles» dont parlait naguère Urbain Gohier et dont on ne pourra jamais espérer la

plus petite lueur d'intelligence ou de bon sens.

Nous laisserons à tous les journalistes «nationaux» et «résistants» le ridicule de condamner la résistance nationale nord-africaine en puisant dans le vocabulaire des feuilles pétainistes des années 1940-1944 et de qualifier une lutte clandestine, toujours sauvage, «d'actes de terrorisme» et ses auteurs de «hors-la-loi». Car il y aura toujours des hommes à la mémoire courte.

Nous laisserons aux stratèges en habits de laquais du Parti communiste le soin de glorifier le mouvement nationaliste algérien et son chef, Messali Hadj, après avoir qualifié ce dernier, au temps des embrassades gaullistes, de «mouchard» et «d'agent provocateur». Car les domestiques ne discutent jamais les ordres de leurs maîtres.

Nous laisserons aux défenseurs intéressés d'un colonialisme rapace, toujours condamné par les hommes libres et vomis aujourd'hui par l'Histoire, le triste privilège de hurler à la mort et de réclamer en Afrique du Nord l'application d'une politique clé, force qui a donné en Indochine les brillants résultats bien connus. Car il y aura toujours des fripouilles pour qui la «grandeur» nationale se mesurera à la surface des cimetières et au montant de leurs comptes en banque.

### Diviser pour régner ?

Nous laisserons les hystériques nationaux se masturber avec frénésie dans les plis des drapeaux tricolores et fleurdelisés en évoquant les «épopées» coloniales de jadis et réclamer l'occupation militaire de la Libye<sup>1</sup>. Car il y

aura toujours des névrosés de la gloire qui éjaculeront leur fureur guerrière par la plume de leur stylo.

Nous laisserons à P.M.F. la responsabilité d'un «génie» politique renouvelé de Catherine de Médicis et la naïveté de croire que le «diviser pour régner» aura quelques chances de maintenir la présence française en Afrique du Nord. Car il faut beaucoup d'aveuglement pour espérer qu'une politique de demi-concession en Tunisie, de demi-fermeté au Maroc et de répression en Algérie suffira pour dissocier le bloc arabe. Nous laisserons même à un quarteron de marxistes honteux en mal «d'activités» pseudo-clandestines se donner beaucoup de mal pour exécuter leur numéro d'imitation et conquérir à bon marché des lauriers de martyrs. Car il y aura toujours des imbéciles qui se prendront pour Dieu le père, Marx le prophète et Tarzan le libérateur.

### Tout cela n'est pas sérieux

Laissons donc les naïfs de la politique, les fripouilles du colonialisme et les cinglés du patriotisme se livrer à leurs exercices habituels et disons, sans démagogie, en quelques mots, ce que nous pensons de ces problèmes. D'abord – mais est-il besoin de le préciser ? –, nous condamnons toutes les formes du colonialisme y compris celles qui se camouflent sous une «intégration» territoriale. Baptiser terre française l'Algérie où la grosse majorité des autochtones ne disposent d'aucun droit, d'aucune liberté politique, d'aucune égalité économique avec les occupants, sous prétexte qu'on y a créé artificiellement trois départe-

ment français, est une imbécillité ou une plaisanterie d'un goût douteux<sup>2</sup>.

### Luxe insultant, misère cruelle

Les partisans de la politique de force eux-mêmes – au moins certains – sont bien obligés de le reconnaître: le niveau de vie des indigènes est resté à un niveau effroyablement bas. Et la «modernisation» tant vantée de ces pays n'a servi, en fin de compte, que l'enrichissement des capitalistes et le confort des occupants. Dès lors, il était naturel, prévisible et inévitable que les auteurs et responsables de cette politique imbécile recueilleraient un jour les fruits d'une colère que leur criminel égoïsme a plantée dans le cœur des indigènes.

Ce jour est arrivé et toutes les pleurnicheries, naïves ou jouées, toutes les indignations, vraies ou feintes, toutes les fureurs, sincères ou intéressées, n'y changeront rien. Ceci dit, approuvons-nous pour autant les mouvements nationalistes et «séparatistes» qui surgissent de ces explosions de colère?

Il serait paradoxal que les anarchistes, qui dénoncent les frontières comme des réalités haïssables, approuvent sans réserve des idéologies dont l'objet est d'en créer de nouvelles.

Il serait paradoxal que les anarchistes, qui dénoncent les méfaits de l'emprise religieuse, approuvent sans réserve l'action, d'hommes dont il est notoire qu'ils sont inféodés à un esprit religieux proche du fanatisme<sup>3</sup>.

Il serait paradoxal que les anarchistes, qui dénoncent toutes les formes de l'exploitation, approuvent sans réserve une lutte dont le résultat sera de «libérer» le prolétariat indigène de l'exploitation des Européens pour le livrer à celle de sa propre bourgeoisie<sup>4</sup>.

Il y a, en vérité, dans l'évolution historique de notre temps, de tragiques contresens.

C'est au moment où, sous l'effet des progrès de la technique – particulièrement dans le domaine des transports –, le globe terrestre subit un véritable «rétrécissement» qui fait éclater l'absurdité des cloisonnements nationaux, que des mouvements nationalistes surgissent de toutes parts et réclament de nouvelles frontières.

C'est au moment où la science affirme la primauté du rationalisme que les fanatismes religieux redressent partout la tête et renaissent là où ils étaient en sommeil. C'est au moment où, le capitalisme arrivant au terme de ses ultimes contradictions, l'unité prolétarienne et la volonté révolutionnaire seraient des nécessités, que cette unité se dissocie et cette volonté se dilue dans des revendications nationalistes et religieuses anachroniques.

Ces luttes stériles retardent d'autant la grande et inévitable transformation sociale d'où, seule, pourra surgir un monde habitable. Elles illustrent la funeste erreur de cet article du catéchisme marxiste selon lequel la libération nationale des pays asservis doit précéder et permettre leur libération sociale.

Les prolétaires n'ont pas de patries: pourquoi lutteraient-ils pour en créer?



Cadavres de fellaghas étendus. Photo de Arthur Smet.

Malatesta a jadis dénoncé cette duperie marxiste qui détourne l'action révolutionnaire de ses véritables et permanents objectifs. C'est pourquoi nous disons et nous sommes les seuls à pouvoir le dire dans ce journal libre qui n'émerge aux fonds secrets d'aucun gouvernement ni d'aucune propagande

Oui: ceux qui, aujourd'hui, font couler le sang en Afrique du Nord comme hier en Indochine sont des criminels.

Oui: ceux qui espèrent assurer la présence française en Afrique du Nord à grands renforts de compagnies de CRS, de parachutistes et de ratissages sont des fous dangereux<sup>5</sup>.

Mais nous disons aussi aux prolétaires nord-africains: nous suivons vos luttes avec sympathie, car nous serons toujours du côté des opprimés contre les oppresseurs. Mais prenez garde: ne sacrifiez pas inutilement vos forces neuves dans des batailles vaines. Vous avez autre chose à faire que de lutter pour vous enfermer dans de nouvelles frontières. Autre chose à faire que de lutter pour changer de maîtres. Autre chose à faire que de lutter pour remplacer l'Évangile par le Coran.

Par dessus les préjugés de races, les mirages nationalistes et les mensonges religieux, les anarchistes vous convient fraternellement à les rejoindre dans la seule lutte valable: celle qui a pour objectif de libérer tous les hommes – ceux des pays colonisés comme ceux des pays colonisateurs – de toutes les exploitations et de toutes les tyrannies.

Peuples nord-africains! Vous avez raison de vous insurger contre ceux qui vous asservissent. Mais vous avez tort de le faire sous l'égide d'un nationalisme et d'un fanatisme religieux, générateurs de nouvelles servitudes.

La véritable libération ne viendra que de la révolution sociale. Et celle-ci ne sera que si les peuples retrouvent les voies de l'internationalisme.

**M. F.**

1. Rivarol du 11 novembre 1954.

2. Mais cet «artifice» a permis à P.M.F. de prendre une mesure qu'aucun président du conseil n'avait osé décider avant lui l'intervention du contingent dans une guerre coloniale. Car en Algérie, «terre française», il n'y a pas de rebelles, mais des «séparatistes»...

3. Voir le message qu'Habib Bourguiba a adressé au Conseil national du Néo-Destour. Il peut se résumer en trois mots: Dieu, patrie, islam.

4. La Ligue arabe, animatrice des luttes nationales des pays islamiques, rassemble tout ce que l'Orient compte de seigneurs féodaux et de fanatiques religieux. Curieuse «libération» que pourra apporter aux peuples colonisés une telle direction!

5. Des tracts, lancés par avions sur le massif de l'Aurès, se terminent par ces mots: «Bientôt un malheur terrifiant s'abattra sur la tête des rebelles.» Après quoi régnera à nouveau la paix française. On savait déjà que la Légion étrangère utilisait les «compétences» des anciens SS pour les opérations de «police». Les utiliserait-elle également pour rédiger ses proclamations?

# Le prix du kilowattheure

*Grand Central* de Rebecca Zlotowski

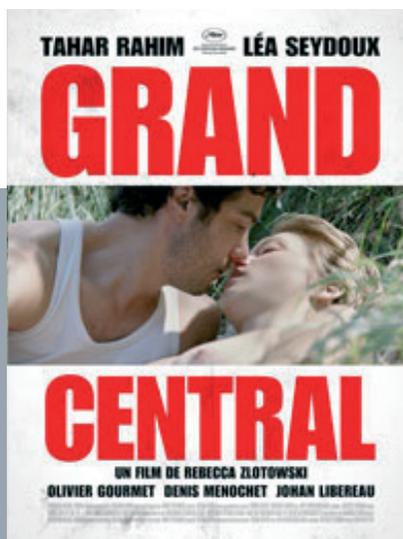
## Mato-Topé

DANS *GRAND CENTRAL*, Rebecca Zlotowski tord le cou à deux idées funestes que les hérauts de la modernité ne cessent de rabâcher *ad nauseam* comme un mantra. La première : avec la désindustrialisation et la domination du secteur tertiaire, la classe ouvrière a disparu. La seconde : le kilowattheure produit par l'industrie nucléaire est le moins cher du marché. Ces deux assertions ne font pas simplement partie de la novlangue, elles sont consubstantiellement liées. L'image scientifique, quasi futuriste, de la production d'énergie par les centrales nucléaires illustre parfaitement l'idéologie du progrès. Le nucléaire met fin à l'archaïsme du charbon du XIX<sup>e</sup> siècle qui, en plus, contribue au réchauffement climatique. Les blouses blanches des techniciens hautement qualifiés, voire des ingénieurs avec leurs charlottes sur la tête et leurs chaussons de chirurgiens aux pieds remplacent les gueules noires sortant de la mine. La lutte des classes obsolète laisse place au partenariat social et la moderne CFDT clôt l'ère de la CGT de la charte d'Amiens quand les énarques managers enfilent le costume des maîtres des forges, etc. Bref, c'est le progrès et seuls les populistes et autres luddites attardés s'entêtent à s'opposer à son triomphe !

Pour autant, *Grand Central* n'est ni un film à thèse ni un documentaire militant et Rebecca Zlotowski fait œuvre de cinéaste afin de s'adresser au plus grand nombre. Le film s'ouvre par une mise en place nerveuse : sans billet dans un train, Gary se fait piquer son portefeuille par Tchernon (Johan Libéreau),

un paumé comme lui. Il retrouve son pick-pocket endormi dans un compartiment et – ellipse – ils descendent ensemble à la même gare : leur destin est lié.

En mal d'intégration, Gary cherche un job désespérément. Il va réussir à se faire embaucher, malgré son absence de toute compétence, comme ouvrier dans une centrale nucléaire avec son nouveau pote, Tchernon, le bien nommé. Non parce qu'il triche – il est sincère et ne dissimule rien –, mais parce que l'employeur n'est guère regardant et l'entretien d'embauche est simplifié au maximum : petite séquence qui prêterait à sourire si elle ne renvoyait pas à une réalité sordide. C'est qu'ils vont travailler comme OS pour un sous-traitant d'EDF et, par conséquent, qu'ils ne bénéficieront pas de la protection liée au statut d'agent public et cela pour un salaire de misère. Sans expérience, ils sont intégrés dans une équipe dans laquelle les ouvriers les plus âgés sont chargés de l'encadrement et d'assurer la formation sur le tas des néophytes. Deux anciens crèvent l'écran. Gilles (Olivier Gourmet, formidable comme d'habitude), le chef d'équipe, assume la responsabilité de ses hommes et tente de leur insuffler l'esprit de corps. Car il sait d'expérience que la solidarité est la condition de la survie dans un environnement aussi hostile. Il y a aussi Toni (Denis Ménochet) tout en puissance qui vit avec une superbe compagne qu'il compte épouser : Karole (Léa Seydoux). Elle aussi travaille dans la centrale, car les femmes sont également employées par le sous-traitant et



*Grand Central* de Rebecca Zlotowski, avec Tahar Rahim et Léa Seydoux. Le 29 août 2013 dans tous les bons cinémas.



dans les mêmes conditions de recrutement avec, on le suppose, néanmoins, un salaire inférieur. Et tout ce petit monde vit ensemble dans des caravanes à proximité de la centrale et partage les mêmes loisirs. Identité des conditions de travail (exploitation et danger au quotidien), de vie (pauvreté à tous les niveaux : rémunération, logement, divertissement) et de perception du monde : les déterminants traditionnels de la classe ouvrière sont bien réunis. Intégré dans cette microsociété, Gary va effectuer un double apprentissage. Dans la centrale, il apprend à survivre grâce à l'entraide : après en avoir bénéficié, il saura se mettre en danger pour porter secours à ses camarades. À l'extérieur, il continue à se socialiser dans sa relation aux autres et vit une histoire d'amour avec l'irrésistible Karole.

Certaines lectures critiques ont jugé que ces deux fils narratifs ne fonctionnaient pas assez ensemble pour tisser un film complètement abouti. Certes, il existe bien une forme de déséquilibre entre les séquences à l'intérieur de la centrale qui sont fortes, saisissantes et fort peu vues et celles à l'extérieur qui sont plus convenues. Mais, outre que la romance permet d'aller chercher une audience plus large qu'un public déjà convaincu, elle remplit des fonctions multiples. D'une part, l'amour absolu que Gary éprouve pour la première fois rend crédible son entêtement à vouloir rester à tout prix et donc à transgresser les protocoles de sécurité (et autorise l'introduction d'une mise au

point sur la facilité avec laquelle ces règles, drastiques sur le papier, sont détournées dans la pratique). Ayant découvert l'importance du lien (à son arrivée, Toni lui prête de l'argent sans barguigner : Toni a déjà vécu ce type de situations et fait confiance à Gary), sa santé lui importe moins que de demeurer dans l'univers de Karole et de ne pas rompre avec la communauté dans laquelle il a trouvé une place et une forme d'identité. Plus largement, la vie en dehors de la centrale permet de donner chair à ces nouveaux galériens. Un exemple parmi d'autres : lors d'une soirée, Géraldine (Camille Lellouche) chante, d'une belle voix roque, *Maladie d'amour*. La séquence dure jusqu'à la fin de la chanson et peut sembler un peu longue. Plus tard dans le récit, lorsqu'elle sera irradiée et que les agents de décontamination lui raseront la tête, la fonction de la soirée prend tout son sens jusqu'au titre de la chanson choisie. Car dans *Grand Central*, si les ouvrières et les ouvriers connaissent les affres de la maladie d'amour, ils n'en meurent pas ; en revanche, ils sont rongés par un mal qui ne se déclarera que beaucoup plus tard et ils rencontreront alors bien des difficultés à le faire reconnaître comme une maladie professionnelle. De toutes façons, d'ici là, la société qui les emploie aura vraisemblablement disparu, ses responsables auront investi ailleurs ou placé leurs profits dans un paradis fiscal et EDF déclinera toute responsabilité afin que le coût de ces vies brisées n'impacte pas (pour reprendre le vocabulaire détestable des ges-

tionnaires) son compte d'exploitation et, in fine, le prix du kilowattheure.

Le capitalisme s'autojustifie par le risque pris par l'entrepreneur : l'antienne est trop connue. En réalité, le système fonctionne en externalisant systématiquement les risques que les capitalistes font supporter aux collectivités dans lesquelles ils sévissent. C'est même ainsi que le capitalisme maximalise ses profits... EDF n'échappe pas à la règle : cette entreprise fleuron du capitalisme d'État légitime sa politique nucléaire par le prix imbattable du kilowattheure. Évidemment, EDF tait toutes les nuisances induites non prises en compte et surtout que leur prise en charge est reportée à bien plus tard (le démantèlement des centrales et le traitement des déchets, par exemple). En attendant, des ouvriers sous-payés et dépourvus de formation effectuent le sale boulot et en crèvent (lentement et sans bruit). **M.-T.**

Grand Central a été présenté dans le cadre de la sélection «Un certain regard» du Festival de Cannes 2013, Prix François Chalais 2013 et prix du Festival de Cabourg ; sortie le 29 août.

# Itinéraires

## d'un antifranquiste libertaire

Frank Mintz

**FUYANT LES BOMBARDEMENTS** de l'aviation mussolinienne sur Barcelone, l'auteur est arrivé enfant avec sa mère en 1938 à Perpignan, mais conscient des événements. Et il l'est encore. C'est pourquoi son livre est concis, clair et avec un humour certain.

Et c'est, en effet, une bonne façon d'évoquer le milieu des exilés anarcho-syndicalistes de la CNT espagnole et la contradiction entre l'aspiration à la culture et la persistance d'une vision de la famille traditionnelles machiste. Mais sans le penchant religieux et inquisitorial (du moins dans les années 1940) des communistes (français et espagnols) vis-à-vis de Staline et de l'URSS (p. 42-45).

« La CNT était une centrale syndicale sans pratique syndicale, bien qu'elle fasse partie de l'Alliance syndicale espagnole en exil composée de la même CNT, de l'UGT (Union générale des travailleurs) et de la CTV (Centrale des travailleurs basques). Le MLE (Mouvement libertaire espagnol) n'impulsait pratiquement plus d'action révolutionnaire en Espagne, car le prix à payer était trop élevé et sans impact réel sur le peuple qui subissait la répression franquiste » (p. 46). Pour la période 1954-1962, cette définition est tout à fait exacte, avec le paradoxe d'une alliance avec la direction socialiste de l'UGT et centriste de la CTV, donc une ouverture, mais un repliement sectaire contre les anarcho-syndicalistes menant des actions antifranquistes (voir le livre d'Antonio Téllez sur Sabaté<sup>1</sup>).

De plus, les grèves de 1962 en Espagne (appelées par la presse franquiste « des arrêts du travail », la grève étant passible de la juridiction militaire) – et, auparavant, celles de 1950, dans un climat plus tendu – montraient une classe ouvrière capable de commencer à s'organiser. Et ces grèves de 1962 montraient aussi la souplesse du fascisme catholique passant la main aux fraternités ouvrières d'action catholique. « Dans le fond, et étant donné notre force, il n'est pas mauvais que des problèmes surgissent mettant à l'épreuve nos systèmes et nous permettant de perfectionner nos instruments.<sup>2</sup> »

L'exil anarcho-syndicaliste tenta de s'adapter à une réunification de façade (entre

le secteur en faveur de ministres cénétistes et des contacts politiques et le secteur qui avait appliqué ces pratiques en 1936-1939 et disait ne plus les suivre).

Jordi s'attache à évoquer l'activité du groupe de Perpignan (p. 51). Et le fait avec distance, sans rancœur et sans citer de noms et en donnant l'essentiel de ce qui était voulu et réalisé dans les faits.

La plupart du temps, tout venait de l'improvisation à partir des possibilités locales. C'est le cas pour l'introduction de matériel de propagande en Espagne (p. 52-53). Ce groupe était formé d'Espagnols et de Français, avec un bon nombre de femmes et des orientations diverses, anarchistes et avec des appuis possibles de la CFDT et du PSU (p. 56 et 72). À côté de cette souplesse, il y eut l'apparition de cet esprit de fermeture religieuse tenace d'une partie de l'exil anarcho-syndicaliste espagnol, se refusant à aider financièrement un groupe antifranquiste rejeté par la CNT (p. 54-55).

Pourtant, il n'y avait pas que la propagande à faire passer dans l'Espagne du fascisme catholique de Franco, « chef par la grâce de Dieu », formule répétée, comme en URSS « Guénéralissimus Staline », puis « Slava KPSS » (Gloire au PC de l'Union soviétique). « Floréal, le chauffeur routier qui fut arrêté ; Kiko, le Milanais qui, avec son copain, sillonna en moto la Péninsule en touriste quelque peu spécial ; le Yeti, Conill, Granado et Delgado, [ces deux camarades] qui furent garrottés (ce dernier passa quelques jours avec nous avant d'effectuer son dernier voyage en Espagne)... De ces copains et tant d'autres nous gardons un souvenir inoubliable car ils étaient d'une grande générosité, et il en fallait pour s'engager dans une activité tellement exigeante en ce domaine » (p. 57). Et Jordi analyse cette double tension de la vie « quotidienne » et du militantisme à risque : « Concilier la vie de tous les jours, la sienne et celle de ses proches, avec les exigences de l'engagement, dévoreur de temps et de potentialités, [...] une suite d'ajustements, de compromis, la recherche permanente d'un précaire équilibre entre ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. [...] L'idéal, c'était quand le couple s'investissait dans une action tout en étant conscient du



Jordi Gonzalbo, *Itinéraires Barcelone-Perpignan. Chroniques non misérabilistes d'un jeune libertaire en exil*, Atelier de création libertaire, Lyon, 2013, 141 pages, 10 euros.

risque encouru et s'efforçait de le réduire grâce à une réflexion commune et à une préparation des plus sérieuses» (p. 58).

La boussole des camarades, avec leur bon sens, était à mon avis qu'après avoir déploré «l'absence de sens critique de la part de nombreux vieux copains à l'encontre des comités et de la sainte CNT que, critiques, nous l'étions pour deux, envers nous-mêmes» (p. 59).

### Le sectarisme dément de l'exil

Le dramatique appauvrissement intellectuelle des exilés de la CNT espagnole leur fit adopter le virus du comportement doctrinaire (d'origine religieuse et marxiste-léniniste, qui est, pour moi, une Église) consistant à privilégier la «pureté théorique» au détriment des buts d'une action. Sur l'autodestruction de la CNT : «elle s'en chargeait toute seule», «une coquille vide» (p. 78).

C'est la clé de l'échec unitaire et organisationnel de l'exil de la CNT espagnole (en France et ailleurs, pire sans doute au Mexique et au Venezuela). C'est aussi, par la suite, la conduite imitative de camarades en Espagne, plus ou moins rétribués depuis l'exil, qui explique des positions et des actes de violence (à l'encontre d'anarcho-syndicalistes non «patentés») en Espagne dans la période 1975-1985.

Le maintien et le renouveau de l'anarcho-syndicalisme en Espagne viennent essentiellement d'adhérents conjuguant la réalité du

franquisme latent et de la monarchie parlementaire actuelle avec les analyses anarcho-syndicalistes traditionnelles, en mettant à la poubelle le sectarisme dément de l'exil.

C'est exactement le travail appliqué quasi spontanément par les camarades du groupe que Jordi évoque.

### Un double fardeau

L'auteur poursuit chronologiquement ses souvenirs et évoque davantage la Fijl (Fédération ibérique des jeunesses libertaires). Et la campagne contre le tourisme dans l'Espagne dictatoriale<sup>3</sup> pour affaiblir une de ses sources de développement (idée géniale du groupe de Perpignan, voir p. 64). Puis il passe à 1968 à Perpignan, le verrouillage du PC et les rapports avec les soixante-huitards. «Nous eûmes droit à tout un tas de reproches, certains fondés et qui donnaient matière à réflexion, d'autres pas, ce qui ne nous empêcha pas, après les gîboulées printanières, d'avoir de très bon rapports avec cette mouvance, tantôt évanescence, tantôt extrêmement présente» (p. 80).

La fin du livre est consacrée à la redécouverte d'une partie de la vie des parents de l'auteur à travers des archives franquistes. Un double fardeau apparaît : venir d'un pays écrasé par une dictature et savoir indirectement que ses parents ont été profondément blessés par elle.

C'est ce qui explique le militantisme de la première génération d'exilés cénétistes en

France (nés entre 1925 et 1936), capable d'avoir du recul par rapport à l'Espagne du fait qu'elle est aussi française. Et, également, capable d'être attentive aux possibilités libertaires au quotidien.

Gonzalbo nous donne un livre particulièrement intéressant, rigoureusement annoté par les giménologues<sup>4</sup>. **F. M.**

1. Antonio Téllez, Sabaté, *Guerrilla urbaine en Espagne (1945-1960)*, Paris, Ruedo Ibérico, 1977. Réédité en 1990 par L'Insomniaque.

2. Franco, discours du 27 mai 1962, *España hoy*, Paris, Ruedo Ibérico, 1963, p. 231.

3. Je ne dirai pas «totalitaire» parce que le franquisme a toujours été un conglomérat de tendances se supportant mal – militaires de droite, clergé, phalangistes, monarchistes, monarchistes dissidents (d'où, d'ailleurs, à la pire époque des poteaux d'exécutions entre 1936 et 1944, la possibilité de jouer sur des hiérarches d'une de ces tendances pour sauver des vies). En URSS, en Bulgarie, que je connais de l'intérieur, le parti et ses purges constantes faisaient que presque personne ne faisait «d'écart de conduite».

4. Antoine Giménez et les giménologues, *Les Fils de la nuit, souvenirs de la guerre d'Espagne (juillet 1936-février 1939)*, 2006.

# Penser l'utopie dans l'action

**SOUS LE TITRE ÉVOCATEUR** de *Penser l'utopie dans l'action : traces d'un anarchiste hétérodoxe*, Octavio Alberola vient de nous offrir un riche recueil d'articles publiés entre 1950 et 2013. Le titre est évocateur parce que la relation intense entre l'utopie et l'action est effectivement une constante dans l'activité militante d'Octavio. C'est ce qui explique pourquoi ses textes, loin d'être de simples spéculations intellectuelles, sont généralement ancrés dans un contexte d'action.

Ce sont des textes qui pourraient être qualifiés de circonstanciels, dans le bon sens du terme, parce qu'ils naissent dans l'action et s'orientent vers l'action. Ils constituent des écrits de combat, ils articulent des analyses et des propositions destinées à produire des effets pratiques dans la lutte pour la liberté. Il n'y a pas de doute, écrire et penser, c'est pour Octavio une autre façon d'agir et cela nous oblige à nous rappeler l'insistance avec laquelle tant Proudhon que Bakounine soutenaient que, pour l'anarchisme, l'idée avait une origine et une valeur pratique, que celui-ci

était né dans un contexte d'action et qu'il s'orientait vers la production d'effets pratiques grâce à l'action qu'il favorise.

La longue période, près de soixante-cinq ans, qui s'est écoulée entre le premier et le dernier des articles de ce livre, ainsi que les liens étroits entretenus par l'auteur entre la pensée et l'action, font que défile sous nos yeux un panorama varié tant au niveau social que politique, nous fournissant des données à la fois sur la période historique vécue par Octavio et sur ses préoccupations et ses activités militantes.

Les articles sont regroupés en trois blocs, la période mexicaine dans les années 1950, la période de la clandestinité et la lutte antifranquiste, depuis le début des années 1960 jusqu'en 1975, et la troisième depuis la mort de Franco jusqu'à aujourd'hui.

Ayant connu Octavio au début de la période de la clandestinité (fin 1963), je crois pouvoir témoigner sur la tentative de cohérence entre la pensée et l'action qu'il revendique dans l'épilogue de son livre. Elle est

certainement l'une des caractéristiques de sa propre trajectoire vitale et cela justifie clairement le respect qu'il a gagné dans de larges secteurs du mouvement libertaire.

Revenant sur le titre choisi par Octavio Alberola, je dois dire qu'il y a une deuxième raison pour laquelle il est suggestif. En effet, la lutte contre les différentes formes de dogmatisme et de sectarisme, même dans le cadre de l'anarchisme et de ses organisations, a accompagné très tôt la trajectoire militante d'Octavio, le plaçant dans la sphère de ces anarchistes hétérodoxes qui, heureusement, agitent les eaux de l'anarchisme en empêchant qu'elles stagnent.

**Thomas Ibañez**

*Traduction : Daniel Pinós*

Pour le moment, ce livre n'existe qu'en espagnol. Il peut être téléchargé gratuitement à partir de : [www.fvillagrasa.wix.com/villagrasa](http://www.fvillagrasa.wix.com/villagrasa) ou [www.issuu.com/lavern/docs/pensar\\_la\\_utop\\_a\\_en\\_acci\\_n\\_a5\\_1](http://www.issuu.com/lavern/docs/pensar_la_utop_a_en_acci_n_a5_1)

# Clément : ni oubli ni pardon

Compte-rendu de la manif antifa du 23 juin



**LE DIMANCHE 23 JUIN**, la place de l'Opéra à Paris s'est remplie petit à petit jusqu'à contenir environ 6 000 manifestants venus crier leur douleur et leur rage après l'assassinat de Clément Méric en pleine rue et en plein jour par trois néonazis, quinze jours auparavant. Avant le départ de la manif, vers 15 heures, une vingtaine d'antifascistes ont tenté de faire pendre du balcon de l'Opéra de Paris, une banderole portant ce message : « Contre le fascisme, l'État et le capital, une révolution reste à faire. » Malheureusement, les vigiles de l'Opéra les en ont violemment empêchés, sous les huées de la foule : « Opéra collabo »... La banderole a cependant pu être visible durant une petite demi-heure, fixée à l'arache aux statues et bloquant l'entrée du bâtiment aux touristes. Les intervenants ont été acclamés par la foule présente sur la place.

La manifestation s'est ensuite ébranlée, précédée de la banderole « Clément à jamais dans nos mémoires, à jamais dans nos cœurs », suivie par deux banderoles écrites en allemand et portées par des antifascistes venus d'outre-Rhin

avec inscrit sur la première : « L'antifascisme est la réponse à l'avancée néonazie et à la répression d'État » et sur l'autre : « Pas de pardon, pas d'oubli, repose en paix Clément ». Le cortège a ensuite traversé le Louvre. Comble du ridicule, la police avait mis des barrières pour empêcher les touristes de traverser la manifestation. Symboliquement, les manifestants se sont arrêtés pont du Carrousel où un discours a été prononcé en mémoire du Marocain Brahim Bouarram, mort par noyade après avoir été jeté dans la Seine par des manifestants issus du cortège du FN, le 1<sup>er</sup> mai 1995. Avant de retraverser la rue de Rivoli, des personnes logées dans un immeuble bourgeois du quartier agitaient des drapeaux de la Manif pour tous et des drapeaux français. Ils ont été hués par la foule et traités de complices de l'homophobie et des fascistes. Des manifestants ont pénétré dans l'immeuble pour y taguer des slogans antifascistes et antihomophobes.

À l'approche de la gare de l'Est, le cortège s'est un peu disséminé sous un gros orage d'été, avant d'arriver place de

Stalingrad où une armée de CRS les attendait, planqués autour de la place. Cela n'a pas manqué : au lieu de laisser la manifestation se dissoudre dans le calme, surtout dans un moment fort en solennité et en émotion, trente-cinq personnes ont été interpellées, sous prétexte que quelques vitrines de banques avaient été brisées sur le parcours. La presse du lendemain n'a parlé que de cet épiphénomène. Un grand classique, assimiler les antifascistes aux « casseurs ». Pratiquement aucune image de la manifestation sur la plupart de chaînes de télé, trop occupées à commenter le match UMP-FN pour la législative partielle du Lot-et-Garonne, qui a vu le FN arriver à 46 % des voix. Eût-ce été trop demander aux médias que de passer quelques images de la manif en mémoire de Clément en guise de réponse des antifascistes ? Décidément, la France a de plus en plus de mal à se départir de son passé vichyste qui lui colle à la peau...

**Patrick Schindler**

Groupe Claaaaaash de la Fédération anarchiste



# Merci !

## Jeudi 04 juillet

10 heures > 12 heures. **Chronique hebdo.** Analyse libertaire de l'actualité

15 heures > 16h30. **Bibliomanie.** Sont invités André Mir pour parler du prix Jean-Jacques-Rousseau et Christiane Makward pour évoquer *Andrée Chedid, je t'aime. Hommages, mémoires et lettres* (AlfAbarre), ouvrage coordonné par Anne Craver, Evelyne Accad et Christiane Makward,

20h30 > 22h30. **Entre chiens et loups.** Nous consacrerons cette émission à Charlie Haden, contrebassiste majeur.

## Samedi 06 juillet

11h30 > 13h30. **Chronique syndicale.** Luttés et actualités sociales.

23 heures > 01 heure. **Hôtel paradoxe.** Pratique de la poésie sonore et de la performance. Le Manque s'installe à l'Hôtel Paradoxe : concert en direct sur Radio libertaire.

## Lundi 08 juillet

11 heures > 13 heures. **Lundi matin.** Infos et revue de presse.

16 heures > 18 heures. **Trous noirs.** Michel Besson, de retour de Guadeloupe, nous parle de cette île en quête de son autonomie économique, quatre ans après la grève générale de quarante-quatre jours animée par le LKP (Collectif contre l'exploitation).

## Mercredi 10 juillet

18h30 > 20h30. **Femmes libres.** Femmes qui luttent, femmes qui témoignent. Patricia Garcia, militante SUD Santé-sociaux, parlera des centres de santé autogérés en Grèce, de l'alter-sommet d'Athènes, et de ses impressions sur le FSM de Tunis.

20h30 > 22h30. **Ras les murs.** Actualité des luttes des prisonniers qui s'organisent contre l'enfermement et pour l'amélioration des conditions de détention.

**NOUS AVONS LANCÉ** un appel dans ce journal afin de donner un peu d'oxygène à la trésorerie de la librairie du Monde libertaire...

Comme d'habitude, vous avez été nombreuses et nombreux à réagir en vous déplaçant rue Amelot et aussi en nous adressant vos dons.

Nous avons tenu avec attention la liste de nos amis, mais il est fort probable que nous en ayons oublié... Que les uns et les autres soient ici remerciés.

### La librairie du Monde libertaire.

#### Liste des souscripteurs

Michel Beaujot 100 euros, Jean Lopez 100 euros, Marie-Hélène 50 euros, Marie-Claire Calmus 80 euros, Bernard Leblois 30 euros, Robert Claude 15 euros, Patrick Colas 27,90 euros, Piérette Bes 50 euros, Jean-Manuel Traidmond 300 euros, Agop Karakaya 50 euros, Claude Viselé et William Lesur 1000 euros, Jean-Louis Fourquet 100 euros, Pascal Brito 25 euros, Michel Mathes 3 euros, Anonyme 14000 euros, Roland Caré 50 euros, Gilbert Ferrie 100 euros, Dominique Lejacques 100 euros, Laurent Cassagne 100 euros, Alain Cavellier 50 euros, Hervé Perdrix 50 euros, Claude Llantia 30,50 euros, Lionel Romain 50 euros, Pierre Bourgeois 20 euros, Claude Vourey 30 euros, Jean-Yves Le lay 50 euros,

Didier Pilote 5 euros, Vincent Gendreau 100 euros, Christophe Ennajouy 24 euros, Stéphane Poncelet 50 euros, Françoise Cathelin 10 euros, Jean-Marie Dunenil 10 euros, Philippe Michel 15,20 euros, Nicolas Severac 42,31 euros, Marie-Pierre Joly 20 euros, Lydia Cobos 20 euros, Martine Tournaux 3000 euros, Jean Monjot 1960 euros, Paul Le Bec 15 euros, Pierre Lenoël 20 euros, Roger Predour 27 euros, Yves Borredon 5 euros, Michel Bielsa 5 euros, Stami Estorgues 15 euros, René Lebeau 25 euros, Roger Callemard 100 euros, Stéphane Oros 8,70 euros, Renée et Jacques Bricon 32,90 euros, Sylvie Knoerr-Saulière 20 euros, Olga Maklakoff 10 euros, Guy Marreau 50 euros, Isabelle Demeester 30 euros, Christian Giret 50 euros, André Bernard 2000 euros, Jean-Luc Prades 8 euros, Jean-Claude Cornaz 100 euros, Sylvie Di Costanzo 40 euros, Claude Stuber 5,70 euros, Gérard Desaimard 15 euros, Francis Rocard 10 euros, Bruno Barbareau 41,35 euros, Jean-Noël Doucet 33 euros, Sylvie Poignant 50 euros, Alain Pujols 15 euros, Gilles Kerloch 7 euros, Gil Banguet 20 euros, Bénigne Didelot 20 euros, Christian Filippi 16 euros, Philippe Copet 100 euros, D. Courteuse 500 euros, Caroline Granier 40 euros, Pierre Lemaux 100 euros, Daniel Soulard 50 euros, Alain Gillet 30 euros, Pierre Mille 30 euros, Brigitte Magne 1500.



L'actu en image



**Du lundi 8 au samedi**

**13 juillet**

**Sainte-Foy-la-Grande**

**(33)**

Les Reclusiennes explorent les questions soulevées par le géographe anarchiste Élisée Reclus (1830-1905) à la lumière du présent. C'est la question du vote qui sera abordée. Les Reclusiennes sont organisées par l'association Cœur de Bastide avec plusieurs partenaires. Sainte-Foy-la-Grande est le lieu de naissance d'Élisée Reclus. Ateliers, conférences et débats, cinéma, concert, expositions, lectures, spectacle de rue, dégustation de vins, etc.

Renseignements :

05 53 93 43 93

info@lesreclusiennes.fr.

<http://www.scoop.it/t/les-reclusiennes>

**Du 5 au 13 juillet**

**Foix (09)**

Festival Résistances. Espace d'expression et de rencontres autour du 7ème art

**Jeudi 4 juillet**

**Merlieux (02)**

19 heures. Non à l'Ayraultport! Réunion du Comité de soutien à la lutte de Notre-Dame-des-Landes. Rue de Fouquerolles.

**Lundi 8 juillet**

**Vauvert (30)**

9 heures. Les journées de l'autonomie appliquée aborderont les sujets suivants: l'énergie, l'eau, l'écoconstruction, peut-on cultiver sans pétrole? et les pédagogies alternatives. L'éolienne - Chemin des Canaux, D135.

**Samedi 10 juillet**

**Liévin (62)**

10 heures. Le numérique et l'environnement. Comment internet et les nouvelles technologies ont colonisé nos vies avec Fabrice Flipo. 23, avenue Jean Jaurès.

**Paris XVIII<sup>e</sup>**

La bibliothèque La Rue est ouverte tous les samedis de 15 heures à 18 heures au 10, rue Robert-Planquette.

<http://bibliotheque-larue.over-blog.com>

**La bibliothèque sera fermée au mois d'août.**

**Dimanche 8 septembre**

**Cluny (71)**

De 9 heures à 18 heures. 6<sup>e</sup> Salon du livre libertaire de Saône et Loire, organisé par le groupe libertaire La Vache noire. Espace des Griottons.

**Publico à l'heure d'été**

La librairie du Monde Libertaire sera fermée du samedi 10 août au lundi 26 août inclus.

Elle réouvrira mardi 27 août à 14h.





# SALON DU LIVRE

# LIBERTAIRE

**8 sept. 2013**

Cluny salle des Griottons 9h/19h  
10h Conférence France Afrique  
15h Forum Le capital vert !

**Apéro concert avec  
rue du merle**

**B u v e t t e**

**Entrée libre**

Organisé par le groupe libertaire 71, La Vache Noire  
Fédération anarchiste. Contact : 06 30 05 96 80

Illustration de Rebecca Dine

Illustration par Rebecca Dine